

Évaluation réalisée par le F3E

Rapport final – 337Ev

EVALUATION DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT « CONVENTION-PROGRAMME» A
DESTINATION DES PROJETS D'INITIATIVE ONG

ANNEXES

Mai 2014

JM Bonis-Charancle ; Martin Vielajus ; Youssef Cissé ; Christopher Stalker

Contacts

jmbc@sympatico.ca

vielajusm@yahoo.fr

TABLE DES MATIERES

Panorama	2
Importance des fonds mobilisés par l'instrument	2
Répartition par ONG utilisatrice	4
Importance de l'ICP au regard de l'ensemble du financement ong.....	5
les conventions programmes	5
Bilan global	5
Duree et renouvellement des conventions	7
thematiques	8
Geographie	10
Budget des CP	13
Les organisations utilisatrices de l'instrument	15
Diversité de missions et d'origine	15
Diversité des modes d'organisation	17
Diversite de taille.....	18
Résumé des résultats de l'enquête	21
Répondants.....	21
Champs d'intervention	21
Relations partenariales.....	23
Effets des CP	23
Partenaires Sud.....	23
ONG Nord	24
Pertinence et coherence des objectifs.....	27
Progression des OSC Sud	28
Satisfaction	30
Participation	33
Visibilité.....	33
Appréciation générale de l'instrument.....	34
Déroulement de l'évaluation.....	36
Objet de l'évaluation	36
Pilotage	36
Méthodologie et déroulement.....	36
Phase 1 : enquête et panorama	36
Phase 2 : investigations	37

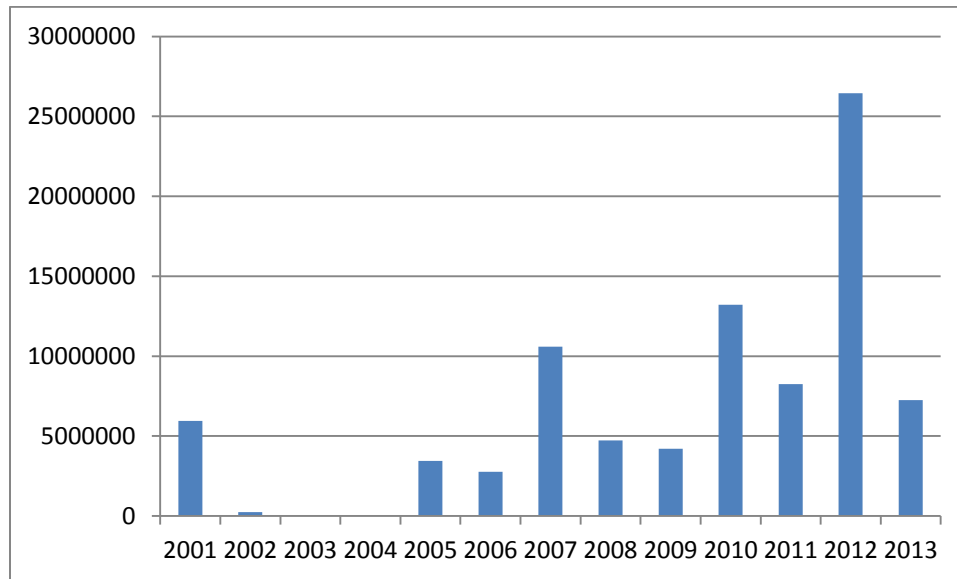
Phase 3 : Rédaction et finalisation	38
Mise en perspective Europe	39
Planning de l'évaluation.....	0
Entretiens réalisés	3
Entretiens phase cadrage	3
Entretiens phase investigation FRANCE.....	3
Missions de terrain.....	5
Burkina Sénégal	5
Colombie.....	7
Comparaison Europe	8
Documentation.....	8

PANORAMA

IMPORTANCE DES FONDS MOBILISÉS PAR L'INSTRUMENT

Sur une période de 13 ans, l'instrument convention programme a mobilisé 87 M€ (28 M€ durant la période MAE et 59 M€ dans la période AFD). La figure suivante détaille les montants par année.

Figure 1 : Engagements dans les conventions programme; 2001-2013



- ⇒ Les montants mobilisés sont quasiment identiques en 2001 et en 2013;
- ⇒ Au-delà de la variabilité annuelle, les engagements sont plus importants ces dernières années (13.8 M€ par année sur la période 2010-2013).
- ⇒ Il donne toutefois à voir quelques années de « crise » : dues soit à un arrêt de la mobilisation des fonds (2002-2004), soit à une mobilisation trop forte (2012) qui risque de créer un déséquilibre des fonds en direction de l'ICP au regard des autres appuis de la DPO.

Pour la période 2009-2013 (« période AFD »), les engagements conventions programmes ont représenté 27% des engagements de la DPO (avec des disparités fortes par année).

Tableau 1 : Importance de l'ICP dans le budget de la DPO; 2009-2013

Millions d'€	DPO	CP	% CP dans budget DPO
2009	40	4.2	0.11
2010	41.24	13.2	0.32
2011	43.2	8.2	0.19
2012	44.6	25.4	0.57
2013	49	7.2	0.15
	218.04	58.2	0.27

- ⇒ La DPO a une « cible », négociée avec Co-Sud, de 50% pour les programmes (PCPA + CP)(cf. rapport annuel DPO 2010).
- ⇒ Pour mémoire, le budget de la MAAIONG était entre 40 et 50 millions (2004 à 2007).

REPARTITION PAR ONG UTILISATRICE

24 ONG françaises ont utilisé l'instrument. Le tableau ci-dessous résume les fonds reçus (ou à recevoir pour les CP en cours) par chacune de ces ONG. Cinq organisations ont reçu plus de 5 M€ chacune : AVSF (13.2 M€); MDM (10.4 M€); AFDI (8.3 M€); HI (6.1 M€); GRDR (5.2 M€). **Ces 5 organisations ont reçu collectivement 50% des fonds CP.**

Tableau 2 : Bénéficiaires des fonds conventions programme; 2001-2013

	TOTAL	Période MAE	Période AFD
ACF	2,781,420 €	0 €	2,781,420 €
AFDI	8,300,906 €	3,440,000 €	4,860,906 €
Aide et Action	1,647,529 €	748,157 €	899,372 €
AIDES	3,900,000 €	2,400,000 €	1,500,000 €
AVSF	13,157,991 €	4,395,837 €	8,762,154 €
BICE	1,064,205 €	0 €	1,064,205 €
CCFD	2,100,000 €	2,100,000 €	0 €
CFSI	2,114,182 €	1,081,712 €	1,032,470 €
CIDR	2,250,830 €	475,430 €	1,775,400 €
CNSL	2,657,862 €	1,060,000 €	1,597,862 €
Eau Vive	3,651,365 €	2,202,000 €	1,449,365 €
EDM	1,780,500 €	0 €	1,780,500 €
ESSOR	3,160,000 €	660,000 €	2,500,000 €
GD	2,500,000 €	0 €	2,500,000 €
GRDR	5,162,500 €	3,362,500 €	1,800,000 €
HI	6,100,098 €	2,561,057 €	3,539,041 €
IECD	3,800,000 €	250,000 €	3,550,000 €
ID	1,282,307 €	0 €	1,282,307 €
InterAide	3,350,714 €	600,000 €	2,750,714 €
MDM	10,400,000 €	2,400,000 €	8,000,000 €
Santé Sud	1,420,412 €	0 €	1,420,412 €
Secours catholique	1,250,000 €	0 €	1,250,000 €
Sidaction	1,350,000 €	0 €	1,350,000 €
UNMFREO	1,913,350 €	0 €	1,913,350 €
TOTAL	87,096,171 €	27,736,693 €	59,359,478 €

IMPORTANCE DE L'ICP AU REGARD DE L'ENSEMBLE DU FINANCEMENT ONG

Nous nous appuyons sur les chiffres de l'étude ONG-APD de 2007.

Tableau 3 : Montant de l'APD française versé aux ONG. 2004-2007

	2007 (provisoire)	2006	2005	2004
Montant de l'APD française totale	7 219 000 000	8 445 000 000	8 093 000 000	6 820 000 000
Montant de l'APD française bilatérale	4 571 000 000	6 309 000 000	5 825 000 000	4 481 000 000
Montant de l'APD versé aux ONG (françaises, locales et internationales)	141 657 456	126 473 085	116 893 878	88 575 858
Montant de l'APD versé aux ONG françaises	99 575 468	97 089 618	88 475 930	70 176 393

(source : étude ONG-APD 2007)

Au cours de la période 2004-2007, l'instrument convention programme draine 5% de l'APD française transitant par les ONG françaises. Ce pourcentage est en augmentation pour la période 2009-2013 (de l'ordre de 8%).

L'étude DGCID de 2001¹ permet d'enrichir la mise en perspective. Par exemple, en 1998, la France confiait 33 millions d'Euros aux ONG (à titre de comparaison, pour la même année, l'Allemagne accordait 403 M€ et le Royaume Uni 102 M€).

LES CONVENTIONS PROGRAMMES

BILAN GLOBAL

L'instrument a octroyé 63 financements dans le cadre des Conventions Programmes. Le nombre de conventions programmes est cependant inférieur, plusieurs financements pouvant venir abonder une même convention: le total va de 63 (maximum) à 40 (minimum) selon que l'on considère les signatures de contrats ou que l'on regroupe les contrats annuels (par exemple,

¹ MAE. 2001. Organisations de solidarité international et pouvoirs publics en Europe; étude comparative sur les dispositifs nationaux et européens d'appui et de concertation. Editeur : DGCID, Série Rapport d'étude.

financement hors FSP période MAE) et les phases successives d'une même convention (par exemple, Société Civile et Partenariat, phases 1 et 2).

L'ensemble des CP financées est présenté dans une annexe séparée (du fait de son format particulier).

Le tableau ci-dessous montre à quel rythme les conventions programme ont été initiées.

Tableau 4 : Démarrage des conventions programme; 2001-2013

	Nb de CP initiées	Nb de CP en cours	Nb d'organisations porteuses	Remarques
2001	5	5	5	Ce sont toutes des CO
2002	1	5	5	Première « vraie » CP : CIDR
2003	1	6	6	
2004	0	2	1	
2005	4	5	4	
2006	6	7	7	
2007	6	11	11	
2008	4	14	13	HI est la première organisation à avoir 2 CP en même temps
2009	4	10	10	
2010	8	12	10	
2011	7	17	14	
2012	12	23	18	5 organisations ont 2 CP en cours (Essor; GD; HI; IA; MDM)
2013	5	24	19	

Ce tableau montre que :

- ⇒ Le nombre d'organisations utilisatrices au cours d'une année donnée croît régulièrement de 2001 à 2013, de même que le nombre de CP en cours.
- ⇒ Il n'y a pas de rupture lors du passage MAE-AFD (récurrence morale).
- ⇒ 2012 sort de la moyenne avec 12 nouvelles conventions signées (dont 4 avec des nouveaux entrants)

DUREE ET RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS

Durée des conventions

La **durée** classique d'une convention programme est de 3 ans. Cependant certaines conventions programmes ont une durée de 2 ans et d'autre de 4 ans. A titre d'exemple :

- CP de 3 ans : Droit, égalité, citoyenneté, solidarité, inclusion des personnes handicapées (DECISIPH) en Afrique de l'ouest. Handicap International - 2007/2008/2009
- CP de 2 ans : Faciliter les processus de décentralisation dans les états fragiles (Bénin - Congo - Comores - Haïti - Tchad), ID - 2012/2013
- CP de 4 ans : Soutien aux acteurs associatifs de la lutte contre le sida dans les pays en développement. AIDES - 2005/2006/2007/2008

La durée moyenne des conventions programmes augmente au cours de la période AFD pour atteindre 3.4 ans en 2013. Le format « 3 ans » est actuellement moins dominant. Sur la période 2009-2013 on compte :

- 2 CP de 1 an (probablement des phases de transition dans le cadre de la passation MAE-AFD)
- 9 CP de deux ans
- 17 CP de 3 ans
- 8 CP de 4 ans

Renouvellement des conventions

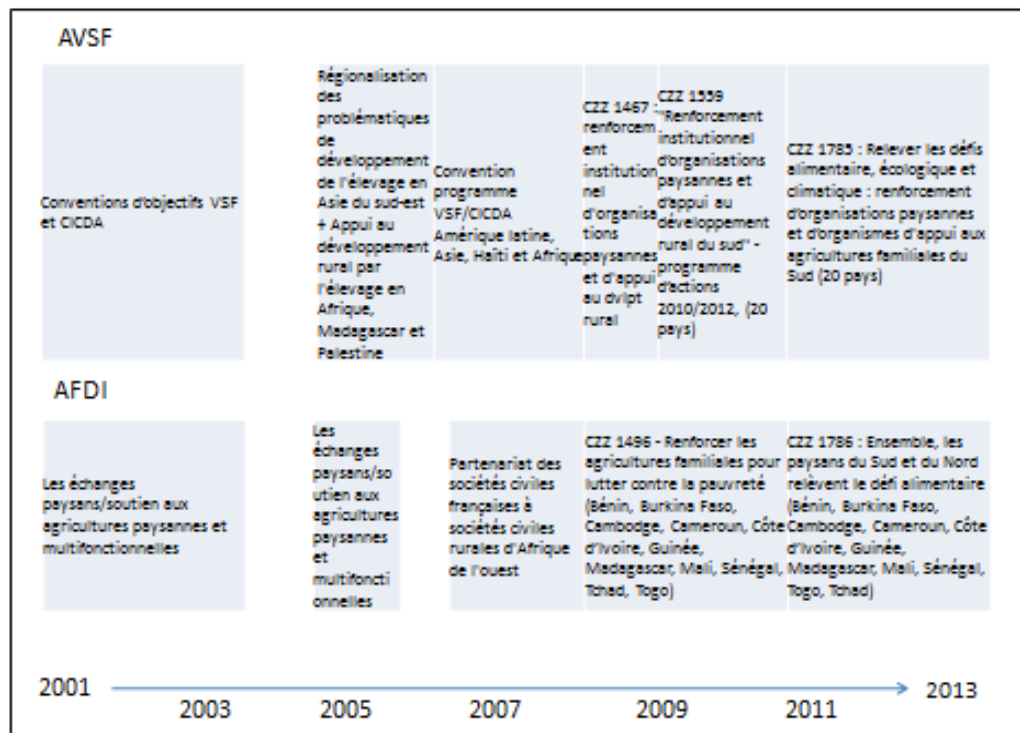
Au-delà de la durée de chacune des conventions, c'est surtout le nombre de renouvellement d'une CP sur un même thème, qui permet de nous donner une indication sur le type d'usage de l'instrument par les ONG. Certains « usages », notamment ceux orientant le plus l'instrument vers un « Accompagnement des dynamiques partenariales », ou vers une forme de « Soutien institutionnel » (voir typologie) tendent à considérer une convention programme comme un ensemble de « phases » de financement sur une même thématique, que ces phases soient de deux, trois ou quatre ans.

Peu de conventions programme respecte le format initialement prévu dans le Vade Mecum (*« ne peut être renouvelée qu'une seule fois »*). Un exemple de CP selon le format initial est la convention programme Société Civile et Participation du CFSI qui comprend une phase pilote, une phase 1 et une phase 2 et s'étale sur une période de 7 ans (2006-2012)

Certaines organisations (notamment AFDI et AVSF) ont plus ou moins toujours une convention programme en cours depuis 2001. S'agit-il de la même convention ou d'une succession de nouvelles conventions? La figure suivante permet de suivre l'évolution des libellés des

conventions programmes de ces deux organisations. Montre à la fois une continuité qui pourrait amener l'ensemble des CP comme une convention, mais aussi des évolutions (géographiques et thématiques) qui vont dans le sens de considérer qu'on est en présence de plusieurs CP. Par exemple, la dernière CP de AVSF introduit la dimension du changement climatique.

Figure 2 : Mapping des conventions programme AVSF et AFDI



THEMATIQUES

Nous avons classés les CP dans 5 secteurs thématiques :

- Développement rural / développement local / eau potable et assainissement
- Entreprise / micro-finance
- Santé / social / handicap
- Éducation / formation professionnelle
- Droits humains / gouvernance / société civile

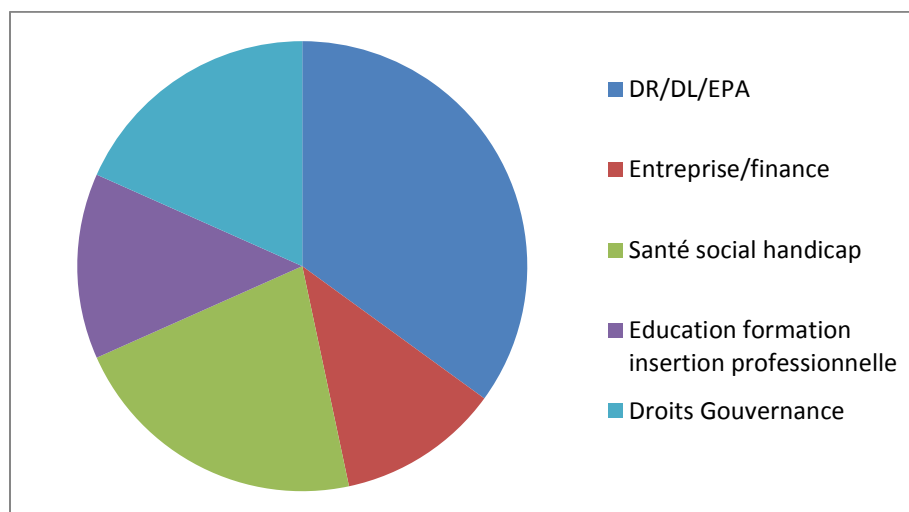
Ces secteurs s'insèrent de la manière suivante dans les priorités sectorielles identifiées par le CICID du 5 juin 2009.

Tableau 5 : Thématiques des CP

5 priorités CICID dans le domaine des OMD	Thématiques centrales des CP
Santé	Santé / social / handicap
Éducation et formation professionnelle	Education / formation professionnelle
Agriculture et sécurité alimentaire	Développement rural / développement local / eau potable et assainissement
Développement durable et climat	
Secteur productif; croissance	Entreprise / micro-finance
	Hors CICID : Droits humains; gouvernance

Sur la période 2001-2013, le thème le plus régulièrement au centre des CP a été le thème « Développement rural / développement local / eau potable et assainissement (DR-DL-EPA) ».

Figure 3 : Répartition par thème des CP



Le thème « Droits Gouvernance » a pris de l'importance. Si on prend en compte les CP qui sont à cheval entre deux thématiques (dont celle des droits et de la gouvernance), ce thème est considéré dans près de 40% des CP durant la période 2009-2013. Notamment plusieurs CP « santé » peuvent être également classés dans la catégorie « droits-gouvernance » :

- « Empowerment des acteurs de lutte contre le sida en Afrique du Nord, de l'Ouest et Afrique Centrale ». AIDES – 2011-2012
- « Des droits à défendre pour les populations vulnérables. Appui à la professionnalisation de structures publiques et associatives (Tunisie, Algérie, Maroc, Liban) ». Santé Sud – 2013/2014/2015

L'évolution des thématiques suit l'incorporation des nouveaux acteurs : les nouveaux entrants de la période 2010-2013 ont fortement contribué à cette augmentation de la prise en compte de la thématique « Droits; gouvernance ». Sur les neuf nouveaux entrants, 5 (BICE; Groupe Développement Acting for Life; ID, Santé Sud et Sidaction) ont proposé des CP sur cette thématique.

L'ICP n'a pas une orientation « hors CICID » : en 2012, 33% des projets octroyés par la DPO sont classés hors CICID (cf. tableau de bord AFD), mais seulement 17% des CP octroyés.

GEOGRAPHIE

Type de régions concernées

La géographie des conventions programmes est dominée par l'Afrique de l'Ouest : les trois quarts des CP ont pour terrain géographique au moins l'Afrique de l'ouest. Ce focus sur l'Afrique de l'Ouest aligne fortement l'instrument avec la stratégie française des partenariats différenciés² (et notamment le focus sur les 16 pays pauvres prioritaires).

Cependant, comme le montre la carte ci-dessous, les autres zones géographiques sont également concernées de manière assez importante :

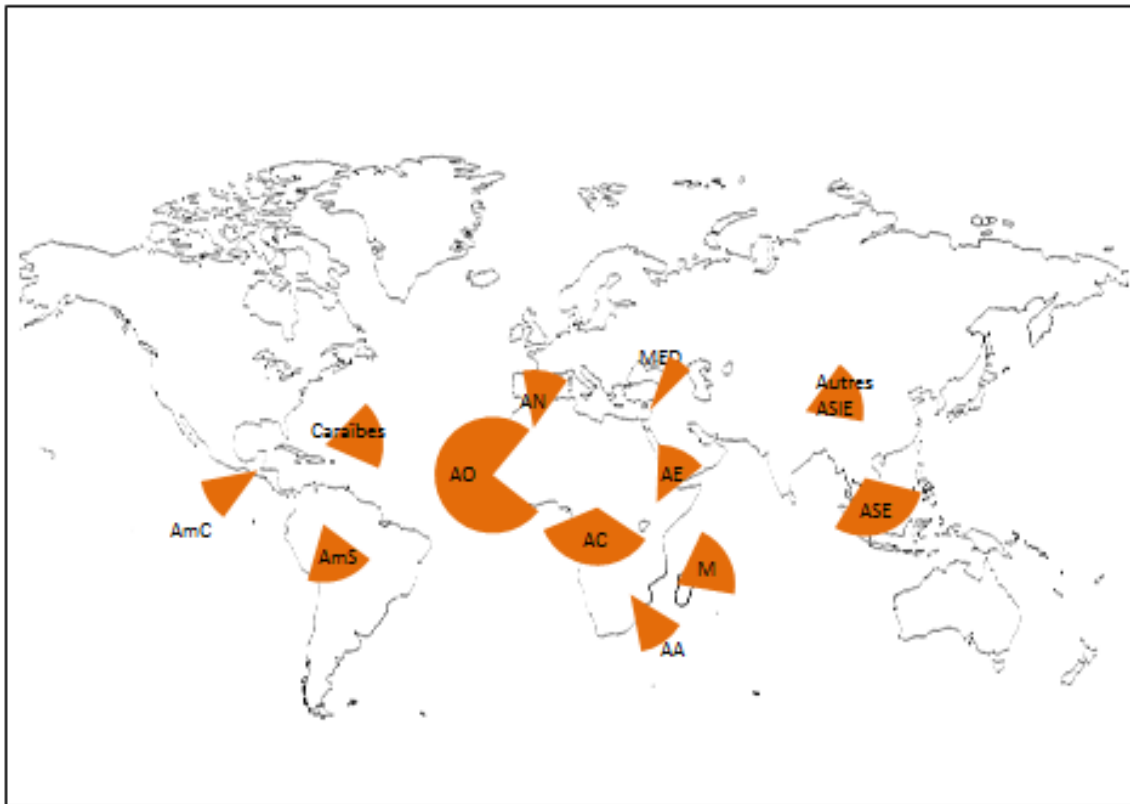
- 30% des conventions programmes concernent l'Asie du Sud Est
- 33% concernent l'Afrique centrale, etc.

Une CP vise spécifiquement les pays fragiles : ID; 2012-2013; CZZ-1799 : Faciliter les processus de décentralisation dans les états fragiles (Bénin - Congo - Comores - Haïti - Tchad)

Enfin les pays Ouest-africains non PPP sont tout de même présents dans 30% des CP (au côté de PPP).

² Cf. annexe 1

Figure 4 : Zones géographiques des CP



Logique mono-zone et multizone

Si les CP sont, par nature, multi-pays, il est toutefois possible de distinguer, d'un côté, des CP « régionales » mono-zones, et de l'autre, les CP « multizones » mêlant les pays d'interventions de différentes régions.

Ces deux approches géographiques nous renseignent sur des usages différents de la CP :

- L'approche multizones est présente notamment lorsque la CP se trouve au cœur de la stratégie de l'ONG et englobe une grande partie de ses activités, sur la longue durée (usage de type « soutien institutionnel »), mais aussi lorsque l'ONG cherche à monter en expertise et en visibilité sur un thème spécifique, en croisant les expériences d'un grand nombre de terrains différents (usage type « expertise et visibilité »)

- L'approche régionale mono-zone semble favorisée lorsque la mise en cohérence et le changement d'échelle d'une série de projets de terrain est au cœur des objectifs de la CP (usage de type « super-programme »)

Une des évolutions importantes sur le plan de la géographie des CP concerne la place prise par les CP multizones :

- Au cours de la période 2004-2008, 50% des CP sont multizones
- au cours de la période 2009-2013, 75% des CP sont multizones.

Lorsque les CP sont mono-zones, l'espace concerné est l'Afrique de l'Ouest, sauf dans le cas de la CP Inde-Philippines de Inter Aide. Notons par ailleurs que dans les CP multizones, on trouve souvent une association de pays situés à plusieurs niveaux de la stratégie des partenariats différenciés (PPP, pays fragiles. Afrique et Méditerranée et pays à revenus intermédiaires).

Ci-après quelques CP caractéristiques de cette tendance.

- Enfance sans barreaux; BICE - 2012/2014 : Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Guatemala, Mali, Pérou, RDC, Togo.
- Promotion d'une micro-finance sociale, pérenne et replicable pour les plus vulnérables sur 6 pays en voie de développement en Asie du Sud-Est et Afrique de l'Ouest; EM - 2012/2014 : Philippines, Vietnam, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Togo.
- Formation et insertion professionnelle, des savoir-faire à consolider et à développer entre les acteurs du Sud et du Nord; ESSOR- 2012/2015 : Mozambique, Tchad, Guinée Bissau, Brésil.

Stabilité des zones d'intervention

Lorsque l'on considère l'espace géographique organisation par organisation, on constate que certaines restent fidèles à une zone (ou à une multizone) tandis que pour d'autres organisations, on constate une plus grande flexibilité de la zone d'intervention couverte :

- zone stable : Eau Vive; Essor; A&A; CNSL; IECD.
- plus grande variabilité : HI; MDM.

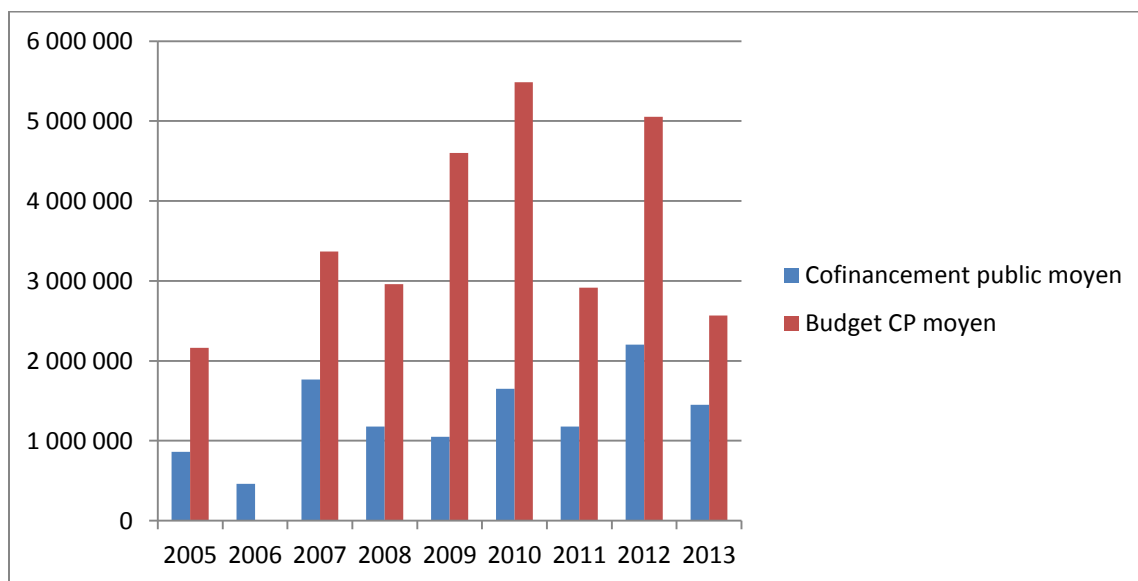
Cette stabilité témoigne d'usages différents de la Convention. La stabilité des zones d'intervention va de pair notamment avec l'importance donnée à l'accompagnement de long terme d'acteurs spécifiques (usage de type « Accompagnement des dynamiques partenariales »).

BUDGET DES CP

Il y a une évolution à la hausse à la fois du budget moyen des CP et de la contribution publique. Cependant les tendances ne sont pas bien établies (le cofinancement public 2013 est inférieur à celui de 2007) et certaines CP modifient significativement les moyennes certaines années. Ainsi, en 2010, AVSF présente une CP dont le budget global est de 20 M€. En 2010, trois CP ont un budget supérieur à 8 M€ (AVSF; AFDI; MDM).

C'est en 2012 que le co-financement public moyen est le plus élevé; il est de 2.2 M€ par CP financé.

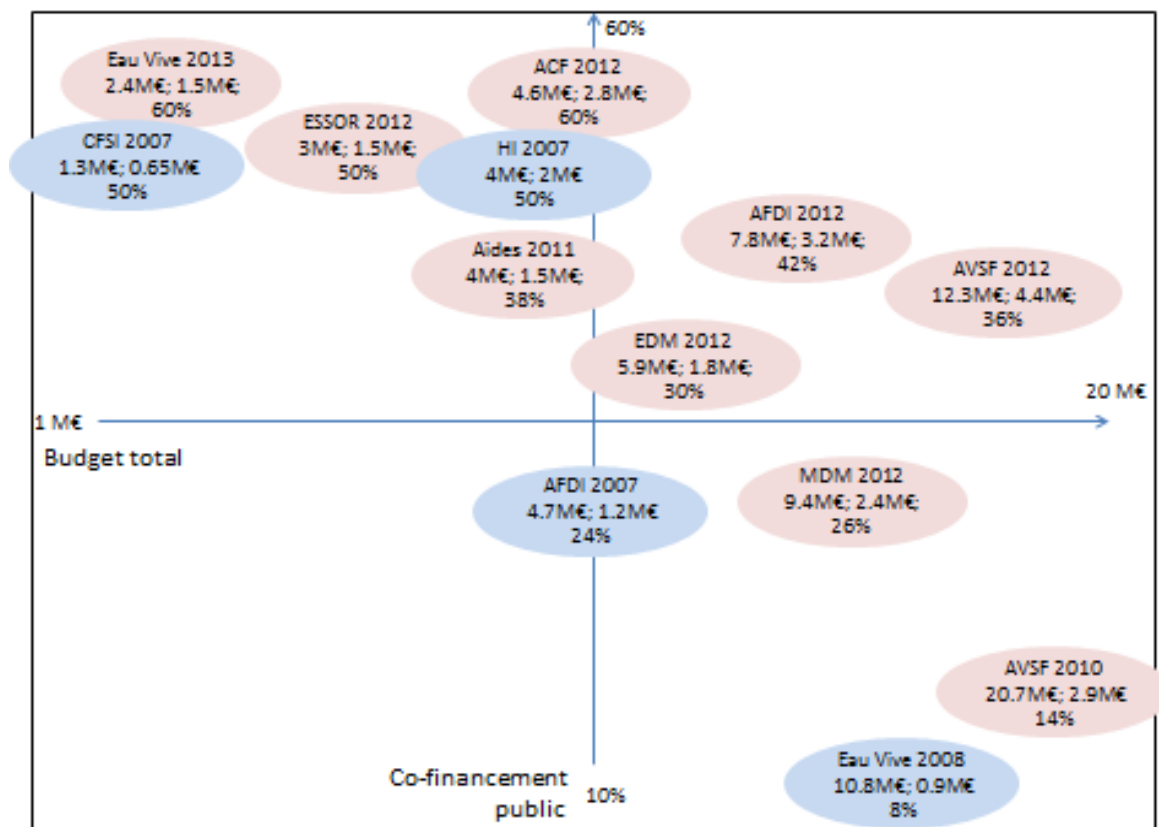
Figure 5 : Budget des CP et cofinancement public; moyennes 2005-2013



⇒ Tandis que le cofinancement public des CP évolue à la hausse depuis 2005, le cofinancement des projets est lui stable à environ 0.3 M€ par projet.

On observe une large diversité au regard de l'équilibre entre budget global et co-financement public (qui se traduit au niveau du ratio de cofinancement public). Dans le tableau ci-dessous nous donnons des exemples des situations rencontrées.

Figure 6 : ratio cofinancement public – budget total



Cette figure montre que :

- Lorsque le budget de la CP augmente le taux de co-financement public a plutôt tendance à diminuer. Le taux maximal de co-financement (50 ou 60%) n'est pas atteint lorsque le budget de la CP dépasse 5 M€;
- Le taux de cofinancement public a augmenté depuis le passage de 50 à 60% : il passe de 33% en 2010-2011 à 46% en 2012-2013;

- Le quadrant budget total faible et taux de co-financement bas est vide. Ce n'est pas le domaine de l'instrument.
- Une série de « grosses » CP, dont le budget dépasse les 9 millions émergent progressivement : 5 depuis 2008, dont 3 pour AVSF.

Dans le cas de certaines organisations, l'analyse laisse penser que le co-financement public, par sa stabilité, s'apparente à une aide budgétaire. C'est le cas notamment d'AVSF (cf. tableau ci-après).

Cette analyse illustre un type d'usage de l'ICP que nous avons qualifié de « soutien institutionnel » (voir typologie) : il s'applique notamment à des partenaires engagés de très longue date sur l'instrument, et sur des conventions qui tendent à se renouveler régulièrement sur une même thématique d'intervention.

Tableau 6 : cofinancement CP versé à AVSF. 2009-2014

	Budget de la CP	Co-financement public	Ratio	Soit par année
AVSF 2009	9,326,748	1,432,154	15%	1.43 M€
AVSF 2010-2011	20,715,164	2,940,000	14%	1.47 M€
AVSF 2012-2014	12,331,320	4,390,000	36%	1.46 M€

LES ORGANISATIONS UTILISATRICES DE L'INSTRUMENT

24 organisations ont utilisé l'instrument entre 2001 et 2013. Il existe une grande diversité de profils d'organisation au sein de ce groupe. Pour le comprendre, nous proposons de mettre en avant 4 types de critères :

- Les missions et l'origine de l'organisation
- Le mode d'organisation
- La taille
- Le modèle financier

DIVERSITÉ DE MISSIONS ET D'ORIGINE

Une première distinction utile sépare les organisations actives principalement à l'international (hors EAD) et les organisations actives à la fois en France et à l'international.

⇒ Parmi les organisations actives principalement à l'international (les ASI), une seconde distinction est faite (par Co-Sud notamment) entre les ASI de développement et les ASI humanitaires.

Sur le plan de l'origine, une distinction s'impose entre les organisations plus anciennes (création avant 1970) et les organisations plus récentes (organisations créées dans la mouvance du sans-frontiérisme par exemple).

⇒ Parmi les organisations anciennes, on trouve des organisations liées à l'Eglise (CCFD et Secours Catholique- Caritas par exemple) et des organisations laïques, en lien ou pas avec des mouvements fédératifs ou syndicaux (CNSL ou UNMFREO par exemple).

Tableau 7 : Catégorisation des organisations utilisatrices de l'ICP. Mission et origine

	ASI Développement	ASI Humanitaire	Organisations actives à la fois en France et à l'international
Plus anciennes	CFSI CNSL GRDR AFDI		CCFD SC-Caritas UNMFREO
Plus récentes	Groupe Développement InterAide ; AVSF ID ; IECD; CIDR; EDM ; Eau Vive ; Essor ; Aide et Action	HI BICE ACF Santé Sud	Aides Sidaction MDM

Une troisième distinction, en matière de mission et origine des organisations, concerne le secteur thématique dans lesquels les organisations sont actives dans le cadre des conventions programmes. Le tableau-ci-après précise cette répartition des secteurs d'intervention. Il permet de voir que, dans la plupart des cas, les organisations porteuses se concentrent sur un thème d'intervention dans le cadre de leur utilisation de l'ICP. Dans certains cas, ce focus semble être le résultat d'un choix stratégique, par exemple Essor est actif dans 2 grand thèmes (DR et Education) mais les trois CP d'Essor sont sur la thématique Education-formation. Plus récemment on constate des cas d'organisations portant au même moment deux CP sur deux thématiques différentes (Acting for Life par exemple). Enfin, certaines CP sont clairement à cheval sur deux thématiques et notamment, celles du secteur santé portées par les humanitaires.

Tableau 8 : Secteurs d'intervention des ONG porteuses

	Dev Rural/Local/EPA	Entreprise, micro-finance	Santé/Social	Education/Formation	Droit, gouvernance et société civile
Organisations porteuses	GD-Acting for Life InterAide AVSF GRDR AFDI UNMFREO Eau Vive	IECD CIDR EDM InterAide	Aides Sidaction MDM ACF HI	Aide et Action ESSOR CNSL	BICE GD-Acting for Life Santé Sud ID Secours Catholique CCFD CFSI

DIVERSITÉ DES MODES D'ORGANISATION

Le paysage est également très diversifié en ce qui concerne les modes d'organisation. On rencontre des associations « individuelles », des branches françaises d'organisations internationales, et divers types de collectifs (fédérations, réseaux) regroupant des organisations françaises, et parfois aussi étrangères.

Tableau 9 : Catégorisation des organisations utilisatrices de l'ICP. Modes d'organisation

	ASI Développement	ASI Humanitaire	Organisations actives à la fois en France et à l'international
Associations « individuelles »	Groupe Développement InterAide ; AVSF ; ID ; IECD ; CIDR ; EDM ; Essor ; Aide et Action ; CCFD	Santé Sud	Aides Sidaction MDM
Branches françaises d'organisations internationales		HI BICE ACF	SC-Caritas
Collectifs	CFSI (ensemblier) CNSL (ensemblier) AFDI (fédération) Eau Vive (collectif Nord –Sud) GRDR (collectif Nord –Sud)		UNMFREO (fédération Nord)

La période 2001-2013 est marquée par plusieurs événements importants sur le plan institutionnel :

- ⇒ Fusion VSF et CICDA en 2004 pour constituer AVSF
- ⇒ Restructuration de Eau Vive et de GRDR sous forme de collectif Nord Sud
- ⇒ Renforcement des réseaux internationaux : SC-Caritas; ACF; HI
- ⇒ Implantation en France de franchise d'organisations internationales (ex : Oxfam Agir ici; Action Aid Peuples Solidaires) mais elles ne sont pas utilisatrices de l'instrument pour le moment.

Notons que la nature de l'organisation joue un rôle central dans le type d'usages qui peuvent être fait de l'instrument. Nous relevons notamment que les réseaux et collectifs ont un besoin particulièrement fort d'accompagnement sur leurs modes de fonctionnement et de collaboration. On retrouve donc plusieurs de ces acteurs dans un usage de la CP particulièrement orientée sur « l'accompagnement des dynamiques partenariales (voir typologie).

DIVERSITE DE TAILLE

En ce qui concerne la taille, on trouve parmi les organisations porteuses des CP des structures de très grande taille (budget supérieur à 50 millions), de grande taille (budget supérieur à 15 millions), de taille moyenne (entre 5 et 15 millions) et de petite taille (moins de 5 millions).

Perspectives sur la taille des ONG en France

- ⇒ En 1999, il y avait en France moins de 10 OSC ayant un budget supérieur à 25 M€ et une cinquantaine ayant un budget supérieur à 1.5 M€. En 1999, MSF était la plus grosse ONG française avec un budget de 70 M€. Les 5 plus grosses ONG européennes avaient des budgets allant de 136 M€ à 196 M€ (source : DGCI ; opus cité)
- ⇒ En 2011, 4 OSC françaises avaient un budget supérieur à 100 M€ et la moitié des OSC soutenues par l'AFD avait un budget supérieur à 5 M€, soit 35 à 50 OSC (CIT-2013)
- ⇒ Durant la période récente, ce sont particulièrement les organisations humanitaires dont la taille a augmenté (Source : The Aid Chain). Ce constat semble valable pour la France.
- ⇒ En 2012, les recettes de OXFAM-UK étaient de l'ordre de 440 M€. Soit une croissance de plus de 100% entre 1999 et 2012. Dans son dernier plan stratégique (2013-2019), OXFAM-UK prévoit une croissance très faible (au niveau de l'inflation) mais une croissance plus marquée des affiliés.

Le tableau ci-dessous présente une répartition des ONG porteuses, à la fois par taille et par type d'organisation.

Tableau 10 : Catégorisation des organisations utilisatrices de l'ICP. Taille

	ASI Développement	ASI Humanitaire	Organisations actives à la fois en France et à l'international
Plus que 50M€		HI (+ 100) ACF (+ 100)	SC-Caritas (+100) MDM (64)
Entre 15 et 50M€	CCFD (36) Aide et Action (26) AVSF (15)		Aides (42) Sidaction (24)
Entre 5 et 15M€	InterAide (8.5) IECD (8.5) CIDR (7) Groupe Développement (7) AFDI (6) Eau Vive (6) GRDR (6) CFSI (5) CNSL (5)	BICE	
Moins de 5M€	ID (4.5) Essor (3.5) EDM (3)	Santé Sud (2.5)	UNMFREO

Ce tableau appelle plusieurs commentaires :

- ⇒ Le groupe comprend peu d'organisations dont le budget est inférieur à 5 M€. La limite de 1.5 M€ commence à être en décalage avec la réalité actuelle de l'instrument ;
- ⇒ il n'y a pas de « poids lourd » dans la catégorie ASI de développement ;
- ⇒ 3 organisations ayant un budget supérieur à 100 M€ utilisent l'instrument.

Nous estimons au stade actuel, qu'environ 50% des organisations françaises ayant un budget supérieur à 5 M€ utilisent l'instrument.

A ce stade nous n'avons pas encore une vision complète sur la croissance des organisations utilisant l'instrument. Toutefois, les premiers constats globaux sont que :

- Les organisations humanitaires ont de loin la croissance la plus forte :
 - MDM : Le budget passe de 53.2 M€ en 2008, à 64.1 M€ en 2010: (mais le budget de MDM en 1999 était de 50.8 M€, il semble donc y avoir eu une période de quasi-stagnation entre 1999 et 2008).
 - Sidaction : Le budget passe de 19.6 M€ en 2009, à 23.4 M€ en 2011:

- HI : En 1999, le budget de HI était de 43.8 M€, il est maintenant supérieur à 100 M€
- ACF : en 1999, le budget de ACF était de 40.1 M€, il est maintenant supérieur à 100 M€
- Secours catholique : en 1999, le budget pour l'action internationale était de 33.8 M€. Il est maintenant supérieur à 100 M€

Les organisations humanitaires ont donc plus que doublé leurs budgets annuels entre 2000 et 2013. Il faut cependant noter que les grandes organisations anglo-saxonnes ont également doublé leur budget dans la même période (par exemple OXFAM-UK passe de 196 à 440 M€ entre 1999 et 2012. En données brutes, l'écart s'est donc accru entre les ONG françaises et les grandes ONG internationales.

- Les ASI et collectifs de développement sont en croissance plus ou moins forte sur la période 2008-2010 (mais elles partent de budget beaucoup plus réduit):
 - CIDR : 2008: 5.9 ; 2009: 6 ; 2010: 6.7
 - Eau Vive : 2008: 4 ; 2009: 5.1 ; 2010: 5.8
 - EDM : 2008: 1.3 ; 2009: 1.7 ; 2010: 3.1
 - Essor : 2008: 2.5 ; 2010: 3.5
 - GD : 2008: 6.8 ; 2009: 7.3 ; 2010: 7.4
 - ID : 2008: 3.9 ; 2009: 3.8 ; 2010: 4.5

Pour la période 2008-2010, on constate des taux de croissance qui vont donc de 140% (EDM) à 9 % (GD). Mais le fossé s'accroît entre les humanitaires-urgentistes et les organisations de développement.

Nos données sur la croissance des ONG devront être complétées durant la phase d'investigation et mises en perspective, notamment avec l'évolution des montants de l'APD allant aux ONG (période difficile 2002-2004 ; croissance de 40% de la période 2004-2007 : quels effets sur les ONG ?)

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

L'enquête a été réalisée par internet en novembre-décembre 2013 auprès de 270 répondants. Nous avons obtenu 107 réponses soit un taux de 40%. Dans ce résumé nous ne reprenons que les résultats les plus significatifs et nous ayant permis de préciser certaines questions pour la phase d'investigation.

RÉPONDANTS

ENSEMBLE	107 100%
Organisation de la Société Civile du Nord	60 56%
Organisation de la Société Civile du Sud	18 17%
Pouvoirs publics centraux Nord	9 8%
Services déconcentrés de l'État Nord	11 10%
Consultants, personnes ressources	3 3%
Autres	6 6%

CHAMPS D'INTERVENTION

L'enquête produit une comparaison intéressante entre ONG N et S en ce qui concerne les champs d'intervention, avec une superposition importante. On ne voit pas un décrochage important des OSC-N dans les services de base. Le décalage Nord-Sud sur des questions tels que le plaidoyer, la défense des droits et le RC-SC est plus faible que ce qu'on aurait pu attendre. Surprise : les ONG Sud déclarent être plus souvent impliqués dans l'éducation au développement que les ONG-N.

Q5. Les champs principaux d'intervention de votre organisation sont	ONG Sud	ONG Nord
ENSEMBLE	18 100%	60 100%
Services de base pour la population	13 72%	42 70%
Concertation avec les pouvoirs publics, plaidoyer	9 50%	36 60%
Défense des droits	5 28%	23 38%
Renforcement des capacités de la société civile	12	44

	67%	73%
Développement économique, micro-finance, économie sociale et solidaire, commerce équitable	5 28%	14 23%
Education au développement	10 56%	22 37%
Autres	3 17%	6 10%

Note pour les entretiens: comment les organisations Nord et Sud se complètent-elles aujourd'hui ? et demain? Les partenaires Sud et l'EAD : quelles approches et quel contenu?

Les champs principaux d'intervention sont fortement affectés par la taille des organisations. Les petites organisations sont plus impliquées dans le renforcement de la société civile du Sud.

Q5. Les champs principaux d'intervention de votre organisation sont	TOTAL	Grandes organisations (plus de 15 M€)	Moyennes organisations (entre 5 et 15 M€)	Petites organisations (moins de 5 M€)
ENSEMBLE (ONG Nord)	60 100% 100%	14 100% 23%	17 100% 28%	26 100% 43%
Services de base pour la population	42 70% 100%	13 93% 31% ++	13 76% 31%	14 54% 33% -
Concertation avec les pouvoirs publics, plaidoyer	36 60% 100%	10 71% 28%	11 65% 31%	14 54% 39%
Défense des droits	23 38% 100%	9 64% 39% ++	0 0% 0% --	12 46% 52%
Renforcement des capacités de la société civile	44 73% 100%	8 57% 18%	11 65% 25%	22 85% 50% +
Développement économique, micro-finance, économie sociale et solidaire, commerce équitable	14 23% 100%	0 0% 0% --	7 41% 50% ++	6 23% 43%
Education au développement	22 37% 100%	2 14% 9% --	9 53% 41%	10 38% 45%
Autres	6 10% 100%	2 14% 33%	2 12% 33%	1 4% 17%

RELATIONS PARTENARIALES

Les CP ne vont pas forcément de pair avec un partenariat ancien.

Q22. Votre relation partenariale avec le signataire de la convention programme est	Base : ONG Sud ayant bénéficié de l'ICP et connaissant bien l'instrument
ENSEMBLE	10 100%
Ancienne (plus de 10 ans)	3 30%
Moyen terme (entre 3 et 9 ans)	7 70%

Par contre, les partenaires qui ont répondu à l'enquête sont des multi-utilisateurs de l'ICP :

Q23. Combien de fois votre organisation a-t-elle bénéficié de financement "convention programme" ?	Base : ONG Sud ayant bénéficié de l'ICP et connaissant bien l'instrument
ENSEMBLE	10 100%
Une seule fois	1 10%
Plusieurs fois	9 90%

EFFETS DES CP

PARTENAIRES SUD

Pour les partenaires Sud, les CP sont surtout associées au RC, à la cohérence et à la visibilité.

Les partenaires semblent moins concernés par deux dimensions importantes des CP : intervention à grande échelle et réflexion stratégique. Les CP n'apparaissent pas comme particulièrement importantes sur le plan du financement.

Q25. A quoi associez-vous principalement la convention programme	Base : ONG Sud connaissant bien l'instrument	Forte Association
Renforcement des capacités de votre organisation	10 100%	10 100%
Cohérence des interventions	10 100%	10 100%
Renforcement de la société civile du Sud	10 100%	9 90%
Visibilité, reconnaissance, notoriété	10 100%	9 90%

Renforcement de vos relations partenariales avec l'organisation porteuse de la convention	10 100%	8 80%
Échanges entre acteurs	10 100%	8 80%
Capitalisation	10 100%	8 80%
Nouveaux partenaires, Renforcement du réseau de l'organisation	10 100%	8 80%
Réflexion stratégique	10 100%	7 70%
Financement stable	10 100%	6 60%
Intervention à grande échelle	10 100%	6 60%
Nouvelles sources de financement	10 100%	4 40%

Questions à creuser lors des missions de terrain :

- Quelle visibilité, reconnaissance découle des CP; par quels canaux/mécanismes ?
- Place des CP dans les stratégies financières des partenaires ?
- Important de préciser la question du RC : dans quels domaines; à travers quels mécanismes principalement ? Lien entre RC et développement de nouvelles expertises.

ONG NORD

Pour les acteurs Nord, les effets de l'ICP sont en ligne avec les objectifs de l'instrument sauf concernant le dialogue avec les PP-F (« Relations bénéfiques avec les PP-F »). Sur certains aspects le verre est à moitié plein :

- « Plus grande efficacité dans l'identification et la diffusion des leçons apprises » mais faible au niveau de « Ouverture plus grande vers les autres OSC françaises » : suggère que la capitalisation reste interne.
- « Développement de nouvelles expertises thématiques » assez fort mais « croissance » faible

Q30. Selon vous, quels sont les effets de l'instrument convention programme sur votre organisation / sur les organisations utilisatrices de cet instrument ?	Base : acteurs Nord connaissant bien l'instrument	Effet marqué
Financement stable	70 100%	59 84%
Cohérence des interventions	70 100%	55 79%
Clarification des orientations stratégiques	70 100%	55 79%
Plus grande efficacité dans l'identification et la diffusion des leçons apprises	70 100%	52 74%
Pertinence des actions	70 100%	49 70%
Visibilité, reconnaissance, notoriété	70 100%	47 67%

Évolution des modes d'intervention	70 100%	47 67%
Développement de nouvelles expertises thématiques	70 100%	46 66%
Évolution des relations avec les partenaires Sud	70 100%	45 64%
Nouveaux partenaires, Renforcement du réseau de l'organisation	70 100%	44 63%
Organisation apprenante	70 100%	42 60%
Réorganisation des ressources humaines	70 100%	38 54%
Croissance	70 100%	35 50%
Relations bénéfiques avec les PP-F	70 100%	33 47%
Extension géographique	70 100%	32 46%
Nouvelles sources de financement	70 100%	29 41%
Ouverture plus grande vers les autres OSC françaises	70 100%	21 30%

Aussi bien les répondants Nord que Sud indiquent qu'il n'y a pas d'effet de levier de l'ICP (l'accès à de nouveaux financements est faiblement associé à l'ICP). **L'instrument est associé à un positionnement plus précis des organisations (expertise + stratégie) plutôt qu'à la croissance des organisations (géographie + financement).**

Il y a des différences importantes de perception concernant les effets entre les pouvoirs publics centraux Nord et les postes et agences, particulièrement en ce qui concerne les effets sur la cohérence et la capitalisation (donc deux des principaux effets attendus de l'instrument).

Q30. Selon vous, quels sont les effets de l'instrument convention programme sur votre organisation / sur les organisations utilisatrices de cet instrument ?	TOTAL	Organisation de la Société Civile du Nord	Pouvoirs publics centraux Nord	Services déconcentrés de l'État Nord
Croissance	70 50%	47 55%	7 43%	7 14%
Cohérence des interventions	70 79%	47 81%	7 100%	7 29%
Évolution des modes d'intervention	70 67%	47 74% +	7 71%	7 43%
Développement de nouvelles expertises thématiques	70 66%	47 70%	7 57%	7 29%
Pertinence des actions	70 70%	47 70%	7 86%	7 43%
Évolution des relations avec les partenaires Sud	70 64%	47 72% ++	7 43%	7 29%

Plus grande efficacité dans l'identification et la diffusion des leçons apprises	70 74%	47 87% +++	7 57%	7 14% ---
Organisation apprenante	70 60%	47 70% ++	7 43%	7 14% ---

Deux effets sont perçus différemment selon le type d'ONG. Pour les organisations avec volet international, l'instrument semble avoir davantage bousculé les modes d'intervention.

Q30. Selon vous, quels sont les effets de l'instrument convention programme sur votre organisation / sur les organisations utilisatrices de cet instrument ?	TOTAL	ASI	Organisation avec volet international
Financement stable	47 87%	35 94% ++	11 64% ---
Évolution des modes d'intervention	47 74%	35 66% -	11 100% ++

Sur cette question des effets, on note une seule différence significative en fonction de la taille des organisations; **ICP n'est pas l'instrument d'une catégorie d'organisation.**

Q30. Selon vous, quels sont les effets de l'instrument convention programme sur votre organisation / sur les organisations utilisatrices de cet instrument ?	TOTAL	Grandes organisations	Moyennes organisations	Petites organisations
Pertinence des actions	47 70%	11 55%	17 88% ++	18 61%

Les effets de la CP sont immédiats : il y a très peu de différence d'effets entre mono et pluri-utilisateurs de l'instrument; sauf l'ambition géographique qui disparaît chez les pluri-utilisateurs.

Q30. Selon vous, quels sont les effets de l'instrument convention programme sur votre organisation / sur les organisations utilisatrices de cet instrument ?	TOTAL	Mono-utilisateur	Multi-utilisateurs
Croissance	45 53%	16 56%	29 52%
Nouvelles sources de financement	45 40%	16 31%	29 45%
Financement stable	45 87%	16 88%	29 86%
Visibilité, reconnaissance, notoriété	45 73%	16 69%	29 76%
Réorganisation des ressources humaines	45 64%	16 63%	29 66%
Cohérence des interventions	45 80%	16 75%	29 83%
Évolution des modes d'intervention	45 73%	16 75%	29 72%
Développement de nouvelles expertises thématiques	45	16	29

	71%	63%	76%
Pertinence des actions	45 69%	16 69%	29 69%
Extension géographique	45 38%	16 69% +++	29 21% ---
Nouveaux partenaires, Renforcement du réseau de l'organisation	45 64%	16 69%	29 62%
Évolution des relations avec les partenaires Sud	45 71%	16 75%	29 69%
Clarification des orientations stratégiques	45 80%	16 75%	29 83%
Relations bénéfiques avec les PP-F	45 44%	16 44%	29 45%
Ouverture plus grande vers les autres OSC françaises	45 24%	16 31%	29 21%
Plus grande efficacité dans l'identification et la diffusion des leçons apprises	45 87%	16 81%	29 90%
Organisation apprenante	45 71%	16 75%	29 69%

PERTINENCE ET COHERENCE DES OBJECTIFS

Il n'y a pas de « crise » des objectifs de l'instrument. Ils sont toujours considérés comme pertinents et cohérent entre eux.

Il n'y a pas de différence significative en ce qui concerne la pertinence des différents objectifs. Cependant, un peu plus de « oui tout à fait » pour le développement des compétences.

Pertinence des objectifs : les 4 objectifs de l'instrument convention programme vous paraissent-ils pertinents ?	Répondants Nord connaissant bien l'instrument	Oui	Oui tout à fait	Oui plutôt
Encourager la mise en place d'actions articulées et présentant une dimension significative	70 100%	67 96%	40 57%	27 39%
Mettre en place les conditions permettant à une association de développer ses compétences	70 100%	66 94%	49 70%	17 24%
Structurer une relation de partenariat entre le bailleur (MAE ou AFD désormais) et une association dont l'expérience et les qualités d'intervention sont reconnues ; renforcer de cette manière la relation avec les agences ainsi qu'avec les services sectoriels et géographiques de l'Agence,	70 100%	65 93%	35 50%	30 43%
Favoriser un travail de capitalisation destiné à diffuser les enseignements des opérations	70 100%	65 93%	41 59%	24 34%

Q28. Cohérence des objectifs	Répondants Nord connaissant bien l'instrument
ENSEMBLE	70 100%
Oui	67 96%
Oui tout à fait	39 56%
Oui plutôt	28 40%

PROGRESSION DES OSC SUD

Les organisations Sud progressent dans la réflexion sur leurs interventions, qui débouche sur une meilleure cohérence et pertinence et le développement d'expertise. Les moyens restent une contrainte (financement; ressources humaines).

Q32. Dans quels domaines considérez-vous que votre organisation est en progrès ?	OSC Sud	Progression	Forte progression	Progression
Pertinence de vos actions	18 100%	17 94%	5 28%	12 67%
Développement de nouvelles expertises thématiques	18 100%	17 94%	6 33%	11 61%
Cohérence des interventions	18 100%	16 89%	1 6%	15 83%
Évolution positive des relations avec les partenaires Nord	18 100%	16 89%	6 33%	10 56%
Clarification des orientations stratégiques	18 100%	15 83%	4 22%	11 61%
Plus grande efficacité dans l'identification et le partage des leçons apprises	18 100%	14 78%	5 28%	9 50%
Renforcement du réseau de l'organisation	18 100%	14 78%	4 22%	10 56%
Organisation apprenante	18 100%	14 78%	3 17%	11 61%
Visibilité, reconnaissance, notoriété	18 100%	14 78%	4 22%	10 56%
Extension de vos services sur le plan géographique	18 100%	13 72%	5 28%	8 44%
Ressources humaines de votre organisation	18 100%	11 61%	3 17%	8 44%
Évolution des modes d'intervention	18 100%	11 61%	1 6%	10 56%
Financement	18 100%	9 50%	2 11%	7 39%

La comparaison Q32-Q25 (tableau ci-après) permet de préciser l'effet CP sur les OSC Sud : cohérence; visibilité et capacités (surtout les RH). Cette comparaison montre aussi que les CP ne sont pas nécessairement au centre des relations partenariales et des réflexions stratégiques des partenaires.

OSC Sud	Q32. Dans quels domaines considérez-vous que votre organisation est en progrès	Q25. A quoi associez-vous principalement la convention programme
Cohérence des interventions	15 88%	9 100%
Relations avec les partenaires Nord	15 88%	7 78%
Orientations stratégiques	14 82%	6 67%
Plus grande efficacité dans l'identification et le partage des leçons apprises	14 82%	7 78%
Extension de vos services sur le plan géographique / Intervention à grande échelle	13 76%	6 67%
Renforcement du réseau de l'organisation	13 76%	7 78%
Visibilité, reconnaissance, notoriété	13 76%	8 89%
Ressources humaines de votre organisation / Renforcement des capacités de votre organisation	11 65%	9 100%
Financement	9 53%	4 44%

Questions pour les missions terrain :

- Décortiquer l'effet cohérence des CP
- Pourquoi/comment les CP sont-elles source de visibilité et reconnaissance
- Quel RC grâce aux CP

SATISFACTION

Un seul critère dépasse 70% de satisfaction. Ce n'est pas très haut (plus faible que pour PCPA par exemple).

Q34. Quel est votre niveau de satisfaction concernant ?	BASE	ST Satisfait	ST Pas satisfait
Les critères d'accession à l'instrument	80 100%	59 74%	8 10%
La qualité des évaluations et des travaux de capitalisation	80 100%	55 69%	6 7%
Le suivi effectué par le financeur	80 100%	54 67%	14 17%
La gouvernance/pilotage de l'instrument	80 100%	52 65%	14 17%
L'investissement pour vous lié aux conventions programmes	80 100%	51 64%	19 24%
La communication entre acteurs impliqués dans la même convention programme	80 100%	49 61%	13 16%
La participation des différentes catégories d'acteurs concernés	80 100%	48 60%	20 25%
Le format des documents associés à l'instrument	80 100%	46 57%	24 30%
La communication sur l'instrument en général	80 100%	44 55%	28 35%
% de cofinancement et autres conditions financières	80 100%	43 54%	25 31%

Ce tableau est important pour les interviews avec les organisations Nord utilisatrices de l'instrument :

- Clarifier pourquoi les critères d'accession sont satisfaisants alors que les conditions financières ne le sont pas alors que la plupart des conditions d'accession sont financières.
- Comment améliorer la communication sur l'instrument en général ?
- Quelles améliorations faut-il apportées aux formats utilisés ?

Concernant la satisfaction par catégorie de répondant, on note un malaise important au niveau des postes et agences; aucun critère n'obtient une majorité de satisfaits (**attention : les échantillons sont très réduits et il est probable que ce soit des personnes ayant des opinions tranchées qui aient participé à l'enquête**).

Q34. Quel est votre niveau de satisfaction concernant ?	TOTAL	Organisation de la Société Civile du Nord	Organisation de la Société Civile du Sud	Pouvoirs publics centraux Nord	Services déconcentrés de l'État Nord	Consultants + Autres
La gouvernance/pilotage de l'instrument	80 65%	47 68%	10 80%	7 100% ++	7 0%	9 56%
L'investissement pour vous liés aux conventions programmes	80 64%	47 72% +	10 90% +	7 71%	7 14%	9 22%
Les critères d'accès à l'instrument	80 74%	47 79%	10 70%	7 86%	7 29%	9 78%
% de cofinancement et autres conditions financières	80 54%	47 60%	10 30%	7 43%	7 43%	9 67%
La communication entre acteurs impliqués dans la même convention programme	80 61%	47 77% +++	10 60%	7 14%	7 29%	9 44%
La participation des différents catégories d'acteurs concernés	80 60%	47 64%	10 90% ++	7 29% -	7 29% -	9 56%
La communication sur l'instrument en général	80 55%	47 68% +++	10 70%	7 29%	7 0%	9 33%
Le suivi effectué par le financeur	80 67%	47 77% ++	10 80%	7 57%	7 0%	9 67%
La qualité des évaluations et des travaux de capitalisation	80 69%	47 74%	10 90%	7 86%	7 0%	9 56%
Le format des documents associés à l'instrument	80 57%	47 57%	10 60%	7 86%	7 14%	9 67%

Les organisations avec volet international ont quelque chose à reprocher à la gouvernance de l'instrument :

Q34. Quel est votre niveau de satisfaction concernant ?	TOTAL	ASI	Organisation avec volet international
La gouvernance/pilotage de l'instrument	47 68%	35 74%	11 45%

Les organisations de grande taille sont nettement plus insatisfaites des conditions de co-financement (est-ce dans le cadre d'une comparaison avec d'autres instruments ?) :

Q34. Quel est votre niveau de satisfaction concernant ?	TOTAL	Grandes organisations	Moyennes organisations	Petites organisations
% de cofinancement et autres conditions financières	47 60%	11 36%	17 71%	18 61%
Le format des documents associés à l'instrument	47 57%	11 27%	17 53%	18 78%
		--		++

L'usage entraîne une érosion de la satisfaction surtout sur la question des conditions financières et des formats :

Q34. Quel est votre niveau de satisfaction concernant ?	TOTAL	Mono-utilisateur	Multi-utilisateurs
La gouvernance/pilotage de l'instrument	45 69%	16 75%	29 66%
L'investissement pour vous liés aux conventions programmes	45 73%	16 81%	29 69%
Les critères d'accession à l'instrument	45 78%	16 88%	29 72%
% de cofinancement et autres conditions financières	45 58%	16 75%	29 48%
		+	-
La communication entre acteurs impliqués dans la même convention programme	45 78%	16 88%	29 72%
La participation des différents catégories d'acteurs concernés	45 64%	16 75%	29 59%
La communication sur l'instrument en général	45 67%	16 63%	29 69%
Le suivi effectué par le financeur	45 78%	16 81%	29 76%
La qualité des évaluations et des travaux de capitalisation	45 73%	16 63%	29 79%
Le format des documents associés à l'instrument	45 58%	16 81%	29 45%
		++	--

PARTICIPATION

La participation des acteurs SC est importante tout au long du cycle, surtout en ce qui concerne les acteurs Sud. Elle diminue en ce qui concerne le partage des leçons apprises.

Q35. Dans le cadre des conventions programme auxquelles vous avez participé, quelle a été le niveau de participation de votre organisation/institution aux différentes phases du processus	TOTAL (participation élevée)	Organisation de la Société Civile du Nord	Organisation de la Société Civile du Sud	Pouvoirs publics centraux Nord	Services déconcentrés de l'État Nord
Phase de conception et de préparation des conventions programme	80 72%	47 89% +++	10 80%	7 43% -	7 0% ---
Phase de mise en oeuvre	80 74%	47 89% +++	10 100% ++	7 29% ---	7 14% ---
Phase de suivi	80 75%	47 87% +++	10 90% +	7 57%	7 29% ---
Phase d'évaluation et de capitalisation	80 75%	47 83% ++	10 100% +	7 71%	7 0% ---
Phase de partage des leçons apprises au-delà des organisations impliquées	80 55%	47 55%	10 100% +++	7 43%	7 0% ---

VISIBILITÉ

La visibilité au sein des organisations/institutions proches de l'instrument dépasse largement le niveau des personnes directement impliquées. Par contre l'instrument est globalement peu visible pour les acteurs externes.

Base : répondants qui connaissent bien l'instrument	Q36. Quel est le niveau de visibilité de l'instrument convention programme pour les acteurs externes ?	Q37. Quel est le niveau de visibilité de l'instrument convention programme au sein de votre organisation ?
ENSEMBLE	80 100%	80 100%
Très visible	4 5%	49 61%
Visible	29 36%	16 20%
Peu visible	42 52%	13 16%
Nsp	5 6%	2 2%

Question pour les entretiens :

- comment améliorer la visibilité et la communication de l'instrument ?
- pour les partenaires Sud : l'instrument est source de reconnaissance mais il n'est pas visible pour les acteurs externes, comment cela s'explique-t-il ?

APPRÉCIATION GÉNÉRALE DE L'INSTRUMENT

	BASE	Base rép. Moyenne E.T.	Pour mémoire ; enquête PCPA
Quelle est votre appréciation globale de l'importance de l'instrument convention programme	80 100%	78 7.82 1.3	7.82
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité de l'instrument convention programme	80 100%	75 7.05 1.4	6.63
Quel niveau de bénéfice tire votre organisation/institution de cet instrument ?	80 100%	72 7.29 1.85	6.85

L'Instrument est important (proche de 8, c'est supérieur à ce que nous avons obtenu dans d'autres études). L'importance dépasse l'efficacité et le niveau de bénéfice. Les répondants considèrent donc qu'il y a un potentiel d'amélioration de l'instrument. La comparaison avec les mêmes questions lors de l'enquête PCPA montre la même appréciation de l'importance mais une efficacité et un niveau de bénéfice plus bas du PCPA.

Le niveau de bénéfice supérieur à 7 : l'instrument profite d'une façon ou d'une autre aux différentes catégories de répondants, sauf au PP-Fr déconcentrés (cf. tri croisé).

	TOTAL	Organisation de la Société Civile du Nord	Organisation de la Société Civile du Sud	Pouvoirs publics centraux Nord	Services déconcentrés de l'État Nord
Quelle est votre appréciation globale de l'importance de l'instrument convention programme	78 7.82	46 7.91	10 8.6	7 7.43	6 6.67
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité de l'instrument convention programme	75 7.05	45 7.44	10 7	7 6.71	5 4.4
Quel niveau de bénéfice tire votre organisation/institution de cet instrument ?	72 7.29	44 7.91	10 8.1	7 6.57	5 2.6

La comparaison de l'appréciation globale de l'ICP et du PCPA entre les répondants SC Sud et Nord permet de voir que l'ICP est un bon instrument pour les organisations du Sud. Ce résultat est utile pour analyser la question de la contribution de l'ICP à la finalité de renforcement de la société civile du Sud.

	ICP		PCPA	
	Organisation de la Société Civile du Nord	Organisation de la Société Civile du Sud	Organisation de la Société Civile du Nord	Organisation de la Société Civile du Sud
Quelle est votre appréciation globale de l'importance de l'instrument convention programme	7.91	8.6	7.3	7.92
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité de l'instrument convention programme	7.44	7	6.65	6.62
Quel niveau de bénéfice tire votre organisation/institution de cet instrument ?	7.91	8.1	6.41	6.83

L'ICP est plus apprécié par les OSC-Nord de moyenne et petite taille :

	TOTAL	Grandes organisations	Moyennes organisations	Petites organisations
Quelle est votre appréciation globale de l'importance de l'instrument convention programme	46 7.91 1.08	11 7.36 1.37	16 8.19 0.81	18 8 1
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité de l'instrument convention programme	45 7.44 1.07	10 7.3 1.35	16 7.5 0.94	18 7.5 1.01
Quel niveau de bénéfice tire votre organisation/institution de cet instrument ?	44 7.91 1.12	9 7 1.63	16 8 0.94	18 8.28 0.65 ++

On ne note pas d'érosion de l'importance et des niveaux de bénéfices chez les multi-utilisateurs.

L'ICP garde son attrait :

	TOTAL	Mono-utilisateur	Multi-utilisateurs
Quelle est votre appréciation globale de l'importance de l'instrument convention programme	44 7.98 1.01	16 7.81 1.01	28 8.07 1
Quelle est votre appréciation globale de l'efficacité de l'instrument convention programme	43 7.47 1.09	15 7.33 1.07	28 7.54 1.09
Quel niveau de bénéfice tire votre organisation/institution de cet instrument ?	43 7.91 1.14	15 7.87 0.88	28 7.93 1.25

DÉROULEMENT DE L'ÉVALUATION

OBJET DE L'ÉVALUATION

Les termes de références indiquent que l'évaluation est à la fois rétrospective et prospective :

- L'évaluation rétrospective vise à établir un bilan de l'instrument portant à la fois sur les caractéristiques des conventions programmes (panorama), sur les processus qui entourent l'instrument (élaboration ; mise en œuvre ; suivi ; évaluation et capitalisation) et sur les effets de l'instrument sur ses utilisateurs.
- L'évaluation prospective vise à réfléchir à la pertinence de l'instrument, à son importance stratégique et à son amélioration.

PILOTAGE

Composition : Présidence de Jean Louis Sabatié.

Dates des réunions de l'équipe avec le Copil

4 octobre 2013	Présentation et discussion de l'offre
11 décembre 2013	Présentation du panorama intérimaire; détails sur la phase d'investigation
4 avril 2014	Discussion du rapport provisoire

MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT

Nous ne signalons pas de modifications importantes par rapport à notre proposition :

PHASE 1 : ENQUÊTE ET PANORAMA

Enquête : 107 réponses (40% de la liste d'envoi)

ENSEMBLE	107
	100%
Organisation de la Société Civile du Nord	60
	56%
Organisation de la Société Civile du Sud	18
	17%
Pouvoirs publics centraux Nord	9
	8%
Services déconcentrés de l'État Nord	11
	10%
Consultants, personnes ressources	3
	3%
Autres	6
	6%

PHASE 2 : INVESTIGATIONS

- **Entretiens France** (90 entretiens)
 - Organisations porteuses avec plus d'un entretien :
CFSI (3); AVSF (4); ID (3); Essor (3); MDM (2); AIDES (2);
 - Organisations porteuses avec un entretien :
Toutes les ONG, sauf Santé Sud / Acting for Life (mais entretien avec ECPAT) et GRDR (mais entretien avec GRDR au Sénégal)
 - Organisations non porteuses : 3 entretiens
(GRET; Samu Social; Chaîne de l'Espoir)
 - Pouvoirs publics :
2 entretiens avec le MAE (plusieurs participants à chaque rencontre);
11 entretiens avec l'AFD
 - Personnes ressources : consultants; F3E; Coordination Sud
- **Missions terrains** (entretiens)

- Burkina Sénégal : du 26 janvier au 1 février et du 10 au 14 février; 18 entretiens avec 17 organisations; 37 personnes impliquées; 2 ateliers de restitution avec 19 participants.
- Colombie : du 23 février au 2 mars; 10 entretiens et 15 interlocuteurs.
- **Mission Comparatif Europe** (10 entretiens)
 - 3 entretiens pour la Suède
 - 7 entretiens pour la Grande-Bretagne
- **Atelier de partage de constats intermédiaires** : (35 participants)

PHASE 3 : RÉDACTION ET FINALISATION

- Envoi du rapport provisoire le 24-03-2014
- Discussion du rapport provisoire le 04-04-2014
- Envoi du rapport final : A venir

MISE EN PERSPECTIVE EUROPE

Cette annexe est le rapport remis par le consultant en charge de la mise en perspective Europe. Les points les plus importants ont été incorporés dans le rapport principal, Cette annexe est en anglais.

Comparisons with Other European Instruments

Chris Stalker March 2014

1. BACKGROUND AND OVERVIEW

This brief paper seeks to compare and contrast the ICP with two other respected and credible national instruments that fund and support international civil society organisations (CSOs) based in Europe (or 'northern' NGOs):

- The Programme Partnership Arrangements, the PPA, that is funded through DFID in the UK
- The Umbrella Framework agreement, that is funded through SIDA in Sweden
- In addition, the desk research identified an interesting and relevant 'intervention logic' as used by DANIDA and their funded CSO partners in Denmark (see Annex II)

In overview, there is sufficient credible evidence that Government donors believe that northern CSOs play a key role in contributing to the reduction of poverty, addressing issues of marginalisation and vulnerability. A Government donor interviewee indicates that *"CSO projects and programmes typically 'add value' by providing support to hard-to-reach areas and vulnerable populations, including women and children and marginalised minorities"*.

The majority of northern CSO funded activities tend to be at the (thematic) project or (strategic) programme levels, although there has been a detectable trend within the two countries to move towards a broader, long-term programme approach in the last five years. For example see DFID's PPA modality of strategic funding, as a way of seeking to sustain interventions and maximise impact (see the DFID PPA objectives in section 3.)

A common observation in interviews however, is that northern CSOs tend to focus on the immediate effects of their activities and some evidence points to a shortfall in CSO (and donor) capacity to monitor results at outcome and impact level. Thus, while there is considerable evidence of CSO activities delivering quality results at micro and mezzanine levels, there is less systematic evidence on the contribution of northern CSOs to longer-term development outcomes, or their wider impact through for example replication or

contribution to policy or practice change. **As a consequence, both DFID and SIDA are using partnership funding to promote models of innovation for M&E and learning.**

2. The Rationale For Partnership Funding with CSOs

The provision of support to a strong, independent civil society in developing countries appears to be justified in different ways in many donor civil society policies and strategies:

- As development and/or humanitarian actors directly contributing to development or humanitarian outcomes e.g. in delivering services;
- As change agents indirectly contributing to development or humanitarian outcomes by supporting informed and active citizens to make governments more effective and accountable, to stimulate public debate, influence laws, and promote democratic processes, accountability and good governance;
- As a crucial component of the well-being of society with intrinsic merit, for example, by building more connected communities and enhancing social inclusion.

However, it is not always clear which of these roles, or combination of roles, donors such as DFID and SIDA expect civil society to play.

More broadly, over half of DAC members' report their first reason for supporting northern CSOs to implement aid programmes linked to service delivery (OECD, 2011). Donor evaluations note that there is often a tension between these different roles for civil society support. Each role has different implications for the type of funding support that is appropriate and the way success is measured.

The plurality of possible roles highlights the increasing importance of an explicit intervention logic or theory of change in donor civil society funding programme policies that identifies what support to civil society aims to achieve; how it will be achieved; and how success will be measured.

Facts and Figures			
	Total Budget	NGO partners	Notes
DFID PPAs	Approximately £120 million (145.1million euros) per year	to 41 civil society organisations (see Annex I) not just UK based (SA, Norway, Belgium) since 2011 in 28 countries	grants ranging in size from £151,000 to £11 million was evaluated by the Independent Commission for Aid Impact in 2013
	Trend is a modestly	Stable, no significant	

	declining budget	discernible changes	
SIDA Framework Agreement	Approximately 1.5 billion SEK (167.3million euros) per year	to 15 Swedish civil society organisations (see 4.3) working directly with southern partners	Currently conducting a large scale evaluation ³ with the aim of - To identify the priorities and perceptions of people living in poverty and marginalization concerning the enabling conditions they need to improve their lives, and perceived changes in these conditions; - To explore what the human rights based approach and its guiding principles means to them, and to actors implementing the Civil Society strategy; and - To infer the plausible contribution and the alignment, relevance and feasibility of the Swedish CSOs and their partners to creating the enabling conditions for people to improve their lives.
	Trend is also a modestly declining budget	Also stable, no significant discernible changes	

3. UK DFID PPA – KEY CHARACTERISTICS

3.1 Strategic Funding

DFID PPA objectives are expressed as:

- To deliver goods and services effectively and efficiently
- To empower citizens in developing countries to do things for themselves
- To enable civil society to influence, advocate and hold to account national, regional and international institutions including improving aid effectiveness
- To create conditions to enable poor people to improve their living conditions

³ A consortium of three organisations, including the [Swedish Institute for Public Administration](#) (SIPU), [the Institute of Development Studies](#) (IDS, UK) and [International Organisation Development](#) (IOD PARC,UK), is carrying out a two-year longitudinal evaluation of SIDA's civil society strategy, as implemented by Swedish framework CSOs and their national partners.

- **To build and maintain capacity and space for an active civil society and build support for development in the UK**

The modality of 'strategic funding' as the optimal way to achieve these objectives is an increasingly important modality for DFID and UK INGOs. The definition and characteristics of strategic funding are that it is generally unrestricted (i.e. not tied to a particular project). **It is programmatic, partly to strengthen capacity (e.g. to scale up M&E), but crucially must also be linked to development results (i.e. linked to a Theory of Change).**

However, the Independent Commission for Aid Impact (ICAI) identified that in the current round of funding two organisations (WWF and Christian Aid) decided to treat their PPAs as restricted funds. Although this was not a DFID requirement, they did this partly in response to a perceived demand from DFID for measurable results. It goes on: *"By allocating the PPA funds to specific activities, it was easier to link them to a particular set of development results. This suggests that the accountability mechanisms around the PPAs may be working at cross-purposes to the strategic objectives of the instrument"*.

Overall, PPA recipients indicate that strategic funding gives the flexibility to allocate funds NGOs to strengthen the skills and capacities of NGOs (and their partners) to better target the marginalized communities to achieve sustainable impact, and to provide added value.

Users of this instrument are mostly for those larger NGOs in size and that are well established, that have common goals with the UK Government but which provides added value, for example by their specialty, how they work and their partnerships with civil society in the south, etc.

PPA commitments are at the strategic level. The objectives of the engagement are decided by mutual agreement between the user NGOs and DFID. *"In addition, we are obliged to set up a ' Performance Framework ' (with indicators, targets etc.) as an annual report"*, said one NGO recipient of a PPA

"Programme innovation is increasingly important, PPAs also provide technical assistance on what this (innovation) means for NGO partners", reflected one Ministry Official. For example, innovation in M&E methodologies; outcome mapping, process tracing, most significant change stories, randomised control trials inter alia.

3.2 The Context Is Key

All interviewees stressed the importance of the changing political and economic context, the ending of MDGs and post-2015, rise of MICs, southern advocacy etc.

As a result, the PPA funding was recently reviewed and put on hold (announced in May 2013) then extended through to 2016 i.e. a funding decision beyond MDGs into 2016 (a two

year extension, announced in January 2014). An important factor of continued support is NGO high-reputation and public trust, their credibility and leverage and additionality and commitments to: *“the leaders in their field, capacity, governance, independence, voice”*, outlined one DFID official

A new innovation (last 4 years) is a results-based approach that helps with making clear the additionality of strategic funding and answering questions about ‘what’s the counter-factual difference that strategic funding makes?’ *“3 years is not long enough for this kind of work to be effective – difficult for NGOs to demonstrate the difference it makes – have to strike a balance between ring-fenced and programmatic”*

3.3 DFID’s Learning Partnership

In addition, in 2012 DFID launched a 'Learning Partnership' process. This is a network for those INGOs receiving PPAs to disseminate lessons clustered through Working Groups on some thematic subjects (effectiveness, impact, innovation, gender etc). There is little detectable evidence of the competitive instincts of NGOs in these fora, probably because the Working Group themes are based on these cross-cutting themes, rather than reflecting areas of public policy (health, education, water & sanitation etc), which minimises the potential for inhibiting the sharing of information and lessons learned.

The Learning Partnership model was established based on learning extracted within previous good practice (at Regional level). For example the Learning Groups meet to: *“...have a dialogue about what PPA data and indicators do we need?”*

It seems to be a genuine, meaningful method to input into DFID-CSO practice, for example by supporting the PPA evaluation processes and through regular exchange of ideas can be through providing advice to Ministry officials on programme design, especially new forms of M&E, impact assessment and Learning.

3.4 Monitoring and Evaluation

DFID also state that they are *“...always speaking to NGOs that aren’t funded”* providing feedback and advice about future applications, including the opportunity for applying for other civil society funding streams.

PPA effectiveness is monitored against the logframe – that is, the contribution to impact and particularly the MDGs, which remains a strong focus for both bilateral donors and northern NGOs. *“Also the quality of strategic thinking – the contribution story is gaining in importance and demonstrating how to empower beneficiaries”*, outlined one Ministry interviewee: *“SIDA, DANIDA and DFID are also regularly exchanging stories on the ground – the PPA logframe model accepted by others”*

In 2013 the Independent Commission for Aid Impact “criticised DFID’s M&E” indicating that there should be greater individual leadership and strengthened dialogue, particularly between DFID and northern NGOs. **The evidence gathered for this review indicates that there is now a greater effort at helping NGOs working together: “gathering evidence, sharing learning, identifying challenges e.g. PPA funding influenced partner M&E methods - process tracing, outcome mapping, gender empowerment and accountability”.**

3.5 PPA Independent Evaluation

In 2013, the Independent Commission for Aid Impact made the following four recommendations to DFID regarding the PPAs ICAI recommendations. A DFID management response is available, but a summary is that DFID accepted Recommendations 1, 3 and 4 but rejected 2 as impractical and too resource intensive.

Recommendation 1

If DFID decides to continue with PPAs, or a similar grant- making instrument, it should use the intervening period to develop a more strategic, transparent and fair process for selecting CSOs and allocating funding. DFID should consider, both for this round and for any future rounds, extending the PPAs to more than three years to allow the strategic and innovative aspects of this unrestricted funding to develop.

Recommendation 2

DFID should ensure that both DFID and CSOs obtain full value from the partnership by assigning technical counterparts to each PPA (i.e. from DFID to each PPA NGO).

Recommendation 3

DFID should design the monitoring and evaluation system for PPAs so that it is less cumbersome and better suited to the long-term strategic nature of this funding.

Recommendation 4

DFID should strengthen the role of the Learning Groups, in order to ensure that lessons learned are shared more widely within DFID and with civil society partners

A key passage in the evaluation is that the ICAI stated: “*we identify that PPAs are helping to drive innovation in the recipient organisations. In particular, they are improving the quality of performance management and accountability for results. We think it is likely that these changes will lead to improved results for intended beneficiaries, not just from PPA funding but across the CSOs’ full range of activities. We conclude, however, that DFID would achieve more*

with its PPAs if it were to refocus on the added value they can provide as a strategic instrument”.

4. SIDA SWEDEN FRAMEWORK AGREEMENT – KEY CHARACTERISTICS

4.1 Objectives

The overall objective for all Swedish development co-operation is: *“to create conditions to enable poor people to improve their living conditions”*. SIDA defines poverty as a condition where people are deprived of the opportunity to decide over their own lives and create their own future.

Swedish development co-operation must also be characterised by a human rights-based approach, which is based upon the UN's Universal Declaration of Human Rights and involves four principles having to be applied in the development co-operation: non-discrimination, participation, transparency, and accountability.

4.2 The Funding Process

This begins when a framework organisation forwards in some cases SIDA's contribution to a Swedish organisation, usually a member organisation. They, in turn, sign contracts and carry out development work with local partners in developing countries. In other cases a framework organisation forwards SIDA's contribution directly to local partners in developing countries. About 500 Swedish NGOs and other groups are involved in development cooperation programmes in more than 100 countries together with more than 2,000 organisations and associations.

Organisations in cooperation countries can apply for SIDA-funded assistance directly through the Swedish framework organisations. Since the funding is a public contribution to the organisations' own activities, the framework organisations should finance part of the costs from their own resources. Their own contribution should be seen as an expression of the organisation's priorities and ability to mobilise a commitment to its development cooperation. The minimum level of own contribution is set by the government and is currently at 10 per cent, which makes explicit for partner NGOs to fundraise from other sources, for example, private donors or foundations.

Framework Agreement flow - an example

SIDA supports the development of civil society through a series of framework agreements. For example, the local civil society organisation Team Mission Philippines starts working with PMU-Interlife, a Swedish CSO. They plan projects and programmes together in detail. Then PMU applies for grants from Swedish Church, which in turn has a framework

agreement with SIDA.

1. Team Mission Philippines (TMPI)
2. Pentecostal Mission (PMU-Interlife)
3. Swedish Church – acts as umbrella organisation in Sweden
4. Role of SIDA

4.3 Framework Agreement Criteria

The 15 Swedish civil society organisations that Sida currently has framework agreements with are:

1. Forum Syd
2. LO-TCO Secretariat of International Trade Union
3. The Olof Palme International Centre
4. PMU InterLife
5. MyRight (former SHIA- Swedish Organisations' of Persons with Disabilities International Development Cooperation Association)
6. Swedish Mission Council
7. AGS – Africa Groups of Sweden
8. Diakonia
9. Swedish Cooperative Centre
10. Nature Conservation
11. Save the Children
12. Swedish Church
13. Plan Sweden
14. RFSU
15. World Wildlife Fund

SIDA has 10 transparent criteria that these CSOs must meet to be a Frame Agreement funded partner, specifically:

Legitimacy

The fundamental principle is that a frame organisation should have a democratic structure and its work should be based on democratic values. This means that a frame organisation will normally be a non-profit or cooperative association.

Competence in development issues

SIDA will assess the organisation's general expertise in the broad field of development cooperation and global policy. This expertise includes the organisation's documented capacity to perform effective development cooperation work that strengthens civil society in the partner countries. The expertise criterion also includes the organisation's capacity to act in relation to the overall development policy agenda.

Competence in learning and methods development

SIDA will assess the organisation's general competence in respect of its own learning in all its activities, as well as its knowledge of and interest in methods development in the broad field of development cooperation. One important part of the assessment is the capacity possessed by organisation for change, and its ability to organise its activities on the basis of the country-specific context, as well as its determination and ability to evaluate its work and learn from it.

Communications ability in development cooperation

SIDA will assess the organisation's communications capacity, i.e. first and foremost its capacity, strategy and determination to communicate with its members/member organisations and partners in cooperation within the framework of development cooperation.

Communications ability in Sweden

SIDA will assess the organisation's ability, experience and capacity for communications work and information on development issues and development cooperation in Sweden. The assessment also includes the organisation's ability to stimulate dialogue, debate and opinion.

Ability to mobilise commitment and resources

SIDA will assess the capacity of the organisation and, where applicable, its member organisations to mobilise commitment in Sweden, as well as its capacity to raise funds or mobilise resources in other ways in support of its activities.

Scope and breadth of activities/specific skills

SIDA will assess the scope and breadth of the organisation's activities or its skills in specific issues. The assessment can also include – as a positive factor – the organisation's capacity to make regional or sectoral priorities and specialisation.

Reliability of systems for management and control

SIDA will assess whether the organisation has completely reliable internal systems for the management and control of its activities.

Experience of previous cooperation

SIDA will also assess the organisation's total capacity on the basis of its reports on previous cooperation with SIDA or other partners, as well as SIDA's assessment of the quality of the activities reported on.

4.4 Alignment with Criteria

In practice, it seems that these criteria are well observed and for CSO's: *"...they provide a coherent and coordinated platform which is supported by the two Swedish umbrella platforms, including monthly meetings of CSOs to influence SIDA – in order to be united and have a clear message"* said one interviewee.

A key criteria drawn out from above is the CSOs capacity and ability to promote development cooperation and communications/advocacy/education within Sweden (although: *'this was cut by 60% a few years ago because it was being used by NGOs to criticise government policy'*)

The matching of internal NGO goals with donor goals is crucial: *"and we're seeing 5 year grants not just 3 year with an increasing focus on advocacy in the south"*. That is on models like demand-led advocacy and social accountability mechanisms (especially with a policy priority of transparency and governance).

4.5 Monitoring and Evaluation

SIDA have recently commissioned an evaluation of development cooperation with CSOs (first draft report published in January 2014). This includes, as one interviewee stated: *"A 'reality check' on testing the assumptions is needed, it's not certain that supporting CSOs is optimal (in the longer term)"*.

The joint SIDA-CSO approach ensures that there is crucial clarity about expectations, and specifically: *"The means and the results (or ends) and a balance of strategic outcomes and NGO profile"*. One NGO interviewee said: *"It's a sign of supporting what we do anyway, not as an instrument or actor for delivering Ministry's objectives"*.

On M&E, another recent trend has been that the demand for reporting is lighter, as one said: *"we're moving from project reporting to programme reporting... although the guidance on indicators and results from top-down could be clearer"*.

4. 6 Theory of Change

The established partnership models, including involving southern partners (see process in box above) specify a strategic plan signed off by SIDA and ongoing strategic dialogue.

In addition there is some evidence of SIDA refusing grant applications for capital projects (e.g. building health centres, schools) with an alternative emphasis on funding more sophisticated models of contributions to macro-socio-economic change leading to citizen rights and poverty eradication. This is also helping to open up a space for a dialogue for international NGOs to be potentially funded by SIDA.

A final point is the signal, the commitment and priority that SIDA give that Swedish civil society is a strength in itself e.g. social capital, and shared (Nordic/Scandinavian)

values: “...and not just an instrument for change... well, this is one perspective, but not the only one!” said one NGO interviewee.

“To strengthen (Swedish) Civil Society is the objective and that a broad spectrum approach is required - pluralism is key – the church, trade unions, environment and their collective contribution to the MDG themes”.

5. SOME COMMON THEMES

A number of common themes emerge from the two studies and the key research question, to what extent are these reflected in the ICP (see table in next section). And among those, which ones are particularly emphasised by the instruments surveyed? (i.e. moving to a programme approach; scaling up; professionalisation; strategic dialogue between Civil Society and the public sector; capitalisation and dissemination of lessons learnt).

5.1 To ensure a mutually beneficial, effective partnership donors and northern CSOs need to have a shared understanding of and commitment to:

- The purpose of funding support, the changes it aims to achieve, and appropriate ways of measuring and communicating these changes over time
- An impact assessment framework appropriate to the type of programmes supported and the size and nature of the CSO
- Systems and processes conducive to on-going learning and improvement, all of these should be considered and developed in partnership from the beginning
- Finding a way to demonstrate the specific and total impact of this type of funding, these challenges have challenged NGOs to find ways - often through innovation - to using meaningful measures of social change
- NGOs can invest in programs and innovative approaches , take risks etc. especially because the funding lasts for half a term, and it enables NGOs to strengthen their systems and processes, and be more robust
- Strategic funding allows NGOs to continue actions that are more 'difficult' for other donors , such as health and reproductive and sex education for young people, abortion etc.

5.2 Innovate with new forms of Partnership

Research suggests that the dynamics of partnership relationships between northern and southern CSOs are changing. Northern and southern CSOs need to explore new, more innovative types of partnership, for example by:

- Reassigning budget holding and contracting responsibilities to Southern CSOs

- and upgrading accountability mechanisms to allow for greater feedback from beneficiary communities and from southern CSOs on northern CSO and donor performance
- Current analyses of civil society also suggest that civil society collaboration with other sectors e.g. with public, private and academic sectors, is required to resolve common problems such as poverty and climate change
- NGOs can invest in strategic and professional development : see and understand what works as interventions; make well informed decisions and be sure that the interventions are aligned with the needs of our beneficiaries.
- Civil society should take the initiative to encourage the formation of problem-solving, multi- sectoral partnerships to address specific issues or challenges that respond to the needs of the poor and the marginalised

5.3 Northern CSOs need to clarify and demonstrate the added value to southern CSOs

- Northern CSOs retain an important role in donor support to civil society in the South, in particular working in partnership with southern CSOs to develop their capacity and achieve pro-poor development outcomes
- **A number of evaluations suggest that northern CSOs need to define more clearly the distinctive contribution they make to development cooperation**
- A number of factors, such as the evolving maturity of southern CSOs and the increase in direct funding to CSOs in developing countries, has focused attention in recent years on the added value to southern partners of channelling ODA through northern CSOs
- This requires northern CSOs to identify and invest in their distinctive competencies and to improve how they monitor and report on their partnership and capacity development approaches and outcomes
- **Donors and CSOs have different stakeholder hierarchies and, therefore, need to communicate impact in different “languages”.** Increase the diffusing of lessons learned with other NGOs and contribute to sectoral learning
- Donors and CSOs share a common interest in effectively demonstrating and communicating the results of civil society support. There is less agreement about what kind of results, how they should be communicated and to whom. A crucial role of DFID's Learning Partnership

6. FRANCE – THE ICP

The common themes mapped against the ICP four objectives (the left column) as far as possible (see table below). Two key questions remain (a) how can the DFID and SIDA objectives be accurately reflected in the ICP objectives and (b) how to demonstrate impact against these 4 objectives?

AFD/DPO and the ICP	DFID PPA & SIDA Framework	Implications for AFD/DPO
1. Scaling up		
Permettre la mise en place par l'ONG d'actions articulées (actions de terrain, mise en réseau, capitalisation, évaluation, plaidoyer, etc.) et présentant une dimension significative.	deliver goods and services effectively and efficiently empower citizens in developing countries to do things for themselves also see SIDA 10 point criteria	Innovate with new forms of partnership Develop stronger intervention logic and/or theories of change
2. Professionnalisation		
Permettre à l'ONG de développer ses compétences, dans un secteur ou une zone géographique donnée dans lequel l'ONG a démontré ses capacités, grâce notamment à la mise en oeuvre d'actions coordonnées et à la capitalisation.	enable civil society to influence, advocate and hold to account national, regional and international institutions including improving aid effectiveness to create conditions to enable poor people to improve their living conditions	Strengthen funding criteria and principles for partnerships Focus on impact (poverty eradication) and supporting capacity for CSOs to tell meaningful 'contribution story' (indicators)
3. Civil society and public sector strategic dialogue		
Permettre une relation de partenariat approfondie entre l'AFD et une ONG dont l'expérience et l'expertise sont reconnues et renforcer de cette manière les relations de l'ONG avec les agences et les services techniques et géographiques de l'AFD.	see SIDA 10 point criteria	To ensure a mutually beneficial, effective partnership donors and CSOs need to have a shared understanding and commitment
4. Sharing lessons learnt widely		
Prévoir des travaux de capitalisation destinés à diffuser largement (au-delà de l'ONG concernée et de ses partenaires) les enseignements des opérations conduites, auprès des partenaires du Sud et d'autres ONG du Nord.	build and maintain capacity and space for an active civil society; and build support for development in the UK	The establishment of thematic Learning Partnerships Northern CSOs to clarify and demonstrate added value to southern CSOs.

Some helpful additional observations from a UK NGO that receives a PPA:

"It may be an advantage to have the objectives focus on strengthening organizations - otherwise, it may be more difficult to demonstrate the importance of this type of instrument. It is also important to have objectives that centres (but not exclusively) on the potential impact".

"The history of relations between NGOs and the AFD is very different from that between NGOs and DFID PPA . Especially how they were chosen for engagement, and expectations of each other".

7. CONCLUSIONS ON GOOD PRACTICE IN SWEDEN AND UK

To conclude, this is a summary of processes that have worked well for DFID and SIDA and could be useful for AFD to consider.

Firstly, there are a number of significant differences in the context influencing the relationship between the state and civil society in these three countries: France, Sweden and the UK. These originate in socio-political, cultural, economic and historic factors and - despite the widespread availability of literature in this area - is somewhat beyond the scope of this limited review. Nevertheless these broad contextual factors continue to have a bearing on the way in which the funding modalities are practically implemented.

For example, as we've seen, **the SIDA framework agreement operates within the 'values-based' principles of Nordic/Scandinavian social democracy models of dialogue, partnership and cooperation between the government and civil society. This is true to an extent in France too, with the critical importance of the 'right of initiative' and the protection of independence. The independence of INGOs is fundamentally important in the UK, but this is less enshrined within the UK values system and the relationship is therefore more vulnerable, and can be compromised, by changes in the political and economic context. There is some recent evidence of this in the UK since the economic crisis of 2008 and a change of government in 2010, although to an extent DFID have remained immune to this.**

In summary, these instruments and modalities of the funding of civil society reflect the broader political, socio-economic, cultural and historic operating environments.

All the donors that fund CSOs are beginning the process of testing assumptions, taking a 'reality check' and asking "what is the value of CSOs in contributing to development goals"? **The longer-term context is that funding will change over the next 10 years.** For example, greater demand-led, social accountability and citizen rights-based models at national and local levels. It seems possible that the funding may follow these models with some initial reflections on direct funding from northern donors to CSOs in the south.

More broadly, the development context, the rise of the BRICS, the MICs and development approaches e.g. direct giving virtual platforms, philanthropy, development bonds etc. This may include the changing nature of economic and geography development (perhaps with a greater focus on a smaller number of countries or more multi-laterals?)

Nevertheless, the following are some emerging solid, evidence-based conclusions and good practice within Sweden and the UK that could be useful for AFD/DPO to consider in adapting their future approaches:

7.1 Develop a theory (or hypotheses) of change for civil society support

Both SIDA and DFID propose the inclusion of an intervention logic or theory of change that identifies what support to civil society aims to achieve, how it will be achieved, and how success will be measured (see Annex II for DANIDA example)

Although many theories and assumptions of change in relation to civil society are based on an assumption of a state which is capable and willing to respond to the demand of its citizens.

Therefore a Civil Society funding framework should set out, as part of the overall development cooperation strategy, the role that support to civil society plays in reducing poverty and vulnerability, supporting democracy and good governance; and building a strong, independent civil society.

7.2 Promote an enabling environment for civil society

The conditions facing CSOs in many developing countries are likely to continue to be challenging, in terms of the extent of space for civil, political, economic and social rights. CSOs adopting a rights-based approach to influence government policy or to defend human rights are increasingly vulnerable in the face of restrictive regulatory regimes.

Donors have an important role to play at country level in improving the regulatory environment for CSOs in keeping with existing international commitment, for example, providing support to regulatory bodies, supporting an independent media and access to information, and promoting the establishment of “claimed” and “invited” spaces for CSOs to engage in policy dialogue.

7.3 Strike a balance between development results and strengthening French civil society

Donor funding support for civil society should strike a balance between working towards the MDGs (or whatever follows them, post-2015) their own donor policy goals and respecting the independent role of CSOs, between supporting CSOs to deliver development results and supporting an independent, diverse civil society.

Direct and indirect support to civil society in developing countries should be integrated into donor country programme strategies. The theory of change should be adapted to the local context based upon a political economy analysis of the drivers for change in that country. Regular reviews of country context and theory of change are necessary to ensure that support to civil society remains relevant and effective.

7.4 Some key emerging good practice for AFD policy makers with regard to funding support seem to be:

- Work with French CSOs to clarify and demonstrate more effectively the value they add to the efforts of southern CSOs and support innovative, demand-led partnership models
- Provide longer-term core funding when a French CSO has demonstrated its capacity to deliver development and effectiveness outcomes
- Conduct assessments through a) clear criteria and b) the regular monitoring and reporting processes
- Ensure funding support is available to smaller CSOs, traditional forms of civic association and new, emerging civic actors through specially designed, flexible funding windows and/or positive discrimination
- Choose partners through targeted rather than competitive approaches, where appropriate
- Include French CSOs in the design, implementation and monitoring and learning of sector wide approaches with partner governments
- Base effective CSO partnerships on appropriate monitoring, learning and reporting systems

8. METHODOLOGICAL NOTE

The notes here are findings based on a combination of methodologies and research conducted between January and March 2014

- Desk research and review of relevant literature and documentation
- 10 semi-structured and off the record, unattributable interviews with key stakeholders in DFID and SIDA and in umbrella bodies and CSOs in UK and Sweden (see list of respondents in the “interview” annex)
- Subsequent interpretation and analysis and assessment of evidence to develop these findings and draw out some good practice lessons for AFD

Annex I

DFID currently have PPAs with the organisations below (note that these have recently, January 2014, been extended to 2016)

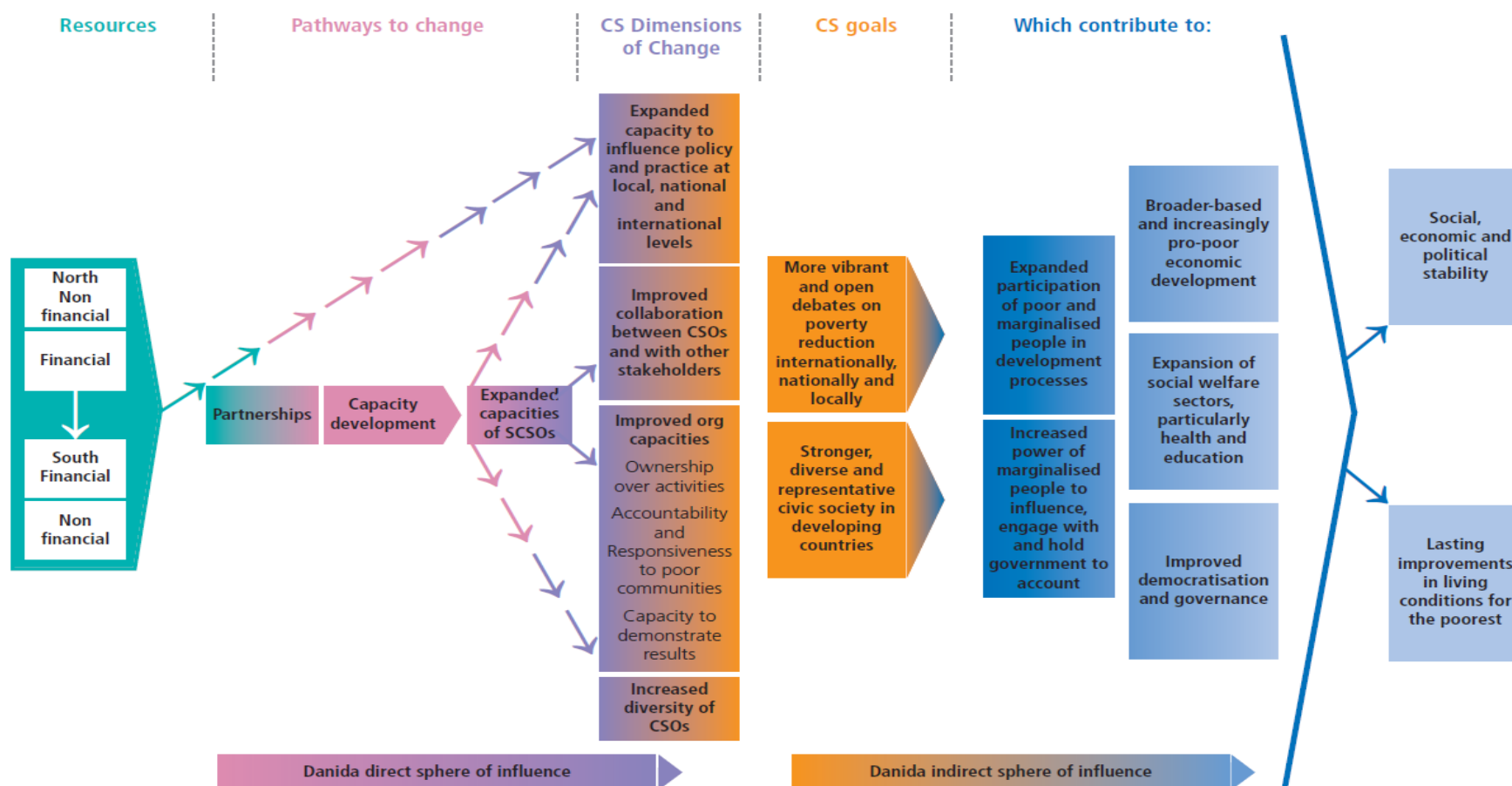
PPA agency	Level of funding	Period
ActionAid	£12,357,015	2011-2014
ADD International	£3,401,475	2011-2014
Article 19	£1,574,061	2011-2014
Asia Foundation	£7,335,090	2011-2014
Avocats Sans Frontieres	£4,351,353	2011-2014
British Red Cross	£4,931,985	2011-2014
CAFOD	£12,532,929	2011-2014
Care International	£9,699,804	2011-2014
CDA Inc	£1,368,459	2011-2014
Christian Aid	£21,767,781 (£17,987,601 for the general PPA and £3,870,180 for the Conflict, Security and Humanitarian PPA)	2011-2014
Conciliation Resources	£3,007,737	2011-2014
Development Initiatives	£1,167,978	2011-2014
Ethical Trading Initiative (ETI)	£1,205,310	2011-2014

Fairtrade Labelling Organisation (FLO)	£12,000,000	2011-2014
Farm Africa	£9,234,810	2011-2014
Gender links	£1,874,601	2011-2014
Global Alliance for Improved Nutrition GAIN	£9,449,391	2011-2014
HelpAge International	£8,010,807	2011-2014
International Alert	£5,217,480	2011-2014
International HIV/AIDS Alliance	£11,674,869	2011-2014
International Planned Parenthood Federation (IPPF)	£25,800,000	2011-2014
Islamic Relief	£1,500,000	2011-2014
UK Malaria Consortium	£8,010,807	2011-2014
MAPAction	£435,474	2011-2014
Marie Stopes International	£13,059,156	2011-2014
Norwegian Refugee Council	£7,629,435	2011-2014
OXFAM	£33,513,105 (£28,834,101 for the general PPA and £4,679,004 for the Conflict, Security and Humanitarian PPA)	2011-2014
Penal Reform International	£3,244,131	2011-2014

People in Aid	£620,397	2011-2014
Plan UK	£12,303,165	2011-2014
Practical action	£8,673,183	2011-2014
Progressio	£6,075,045	2011-2014
Restless Development	£8,266,317	2011-2014
Saferworld	£5,217,480	2011-2014
Save the Children	£28,225,986 (£23,324,277 for the general PPA and £4,901,706 for the Conflict, Security and Humanitarian PPA)	2011-2014
Sightsavers	£11,216,034	2011-2014
Transparency International	£10,123,032 (£8,010,807 for a general PPA and £2,112,225 for a Conflict, Humanitarian and Security PPA)	2011-2014
Water Aid	£12,604,920	2011-2014
Womankind Worldwide	£1,681,149	2011-2014
World Vision UK	£11,813,295	2011-2014
WWF UK	£9,271,068	2011-2014

Annex II : DANIDA's Theory of Change Model for Civil Society (or 'intervention logic')

Danish Civil Society Intervention Logic



DÉROULEMENT DE L'ÉVALUATION

OBJET DE L'ÉVALUATION

Les termes de références indiquent que l'évaluation est à la fois rétrospective et prospective :

- L'évaluation rétrospective vise à établir un bilan de l'instrument portant à la fois sur les caractéristiques des conventions programmes (panorama), sur les processus qui entourent l'instrument (élaboration ; mise en œuvre ; suivi ; évaluation et capitalisation) et sur les effets de l'instrument sur ses utilisateurs.
- L'évaluation prospective vise à réfléchir à la pertinence de l'instrument, à son importance stratégique et à son amélioration.

PILOTAGE

L'évaluation a été pilotée par un comité sous la Présidence de Jean Louis Sabatié. Ce comité comprenait :

Président du Comité de Pilotage

Jean-Louis Sabatié

Ministère des Affaires Étrangères

Laetitia Haton

DGM / MRSC

Agence Française de Développement

Marie-Odile Waty

Division du partenariat avec les ONG (DPO)

Valérie Huguenin

DPO

Isabelle Brossas

DPO

Mathilde Gasperi

Division Agriculture, développement rural et biodiversité (ARB)

Jacques Marchand

Division Education et formation professionnelle - AFD

Adrien Absolu

Division Santé

Coordination SUD

Louise Saby

Solidarité Laïque

Damien Thibault

GRET – Coordination Sud

ONG

Anne Souharse

AFDI

Nathalie de Sousa Santos

La Chaîne de l'Espoir

F3E

Catherine Delhay

Administratrice CA-F3E / CIEDEL

Dates des réunions de l'équipe avec le Copil :

4 octobre 2013	Présentation et discussion de l'offre
11 décembre 2013	Présentation du panorama intérimaire; détails sur la phase d'investigation
4 avril 2014	Discussion du rapport provisoire
20 mai 2014	Discussion du rapport final

MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT

Nous ne signalons pas de modifications importantes par rapport à notre proposition :

PHASE 1 : ENQUÊTE ET PANORAMA

Enquête : 107 réponses (40% de la liste d'envoi)

ENSEMBLE	107
	100%
Organisation de la Société Civile du Nord	60
	56%
Organisation de la Société Civile du Sud	18
	17%
Pouvoirs publics centraux Nord	9
	8%
Services déconcentrés de l'État Nord	11
	10%
Consultants, personnes ressources	3
	3%
Autres	6
	6%

PHASE 2 : INVESTIGATIONS

- **Entretiens France** (90 entretiens)
 - Organisations porteuses avec plus d'un entretien :
CFSI (3); AVSF (4); ID (3); Essor (3); MDM (2); AIDES (2);
 - Organisations porteuses avec un entretien :
Toutes les ONG, sauf Santé Sud / Acting for Life (mais entretien avec ECPAT) et GRDR (mais entretien avec GRDR au Sénégal)
 - Organisations non porteuses : 3 entretiens
(GRET; Samu Social; Chaîne de l'Espoir)
 - Pouvoirs publics :
2 entretiens avec le MAE (plusieurs participants à chaque rencontre);
11 entretiens avec l'AFD
 - Personnes ressources : consultants; F3E; Coordination Sud
- **Missions terrains** (entretiens)
 - Burkina Sénégal : du 26 janvier au 1 février et du 10 au 14 février; 18 entretiens avec 17 organisation; 2 ateliers de restitution.
 - Colombie : du 23 février au 2 mars; 10 entretiens et 15 interlocuteurs.
- **Mission Comparatif Europe** (10 entretiens)
 - 3 entretiens pour la Suède
 - 7 entretiens pour la Grande-Bretagne
- **Atelier de partage de constats intermédiaires** : (35 participants)

PHASE 3 : RÉDACTION ET FINALISATION

- Envoi du rapport provisoire le 24-03-2014
- Discussion du rapport provisoire le 04-04-2014
- Envoi du rapport final : 13 mai 2014

ENTRETIENS RÉALISÉS

ENTRETIENS PHASE CADRAGE

AFD-DPO	Valérie Huguenin
AFD-DPO	Isabelle Brossas
AFD-DPO	JC Galandrin
AFD-ARB	Philippe Steinmetz
MAE-CIV	Régis Koetschet; Xavier Crépin; Laetitia Haton
Coordination Sud; COFRI	Laurent Chabert d'Hières; Bénédicte Hermelin; Louis Marie Poitou
AFDI	Anne Souharse et Laure Hamdi
La Chaîne de l'espoir	Nathalie de Sousa Santos
F3E	Lilian Pioch
CFSI	JL Vielajus

ENTRETIENS PHASE INVESTIGATION FRANCE

ONG UTILISATRICES

ACTION CONTRE LA FAIM	Alain Coutand	Directeur Régional des Opérations; Burkina Faso/ Côte D'Ivoire/ République Centre Africaine/Tchad
AIDE ET ACTION	Koffi Adjimon	Directeur Aide et Action Afrique
AIDES	Vincent Pelletier	Directeur
	Sandra Giraudeau	Dir admin et financière
	Florence Giard	
BICE	Laurence Mourier	Coordonnatrice du programme
CCFD	Philippe Mayol	
CFSI	Anne Françoise Taisne	
	Delphine Arnoult	
CIDR		Reférent CP au Benin

EAU VIVE	Virginie Bineau	Responsable de la coordination financière et de l'amélioration des processus (processus qualité).
EDM	Florence Badarelli	RH et partenariat public
ESSOR	Jean Philippe Delgrange	Directeur
	Ariane Delgrange	CP Education
	Sylvain Colmet Daage	
ECPAT	Philippe Galland	Directeur ECPAT France
	Audrey Rochette	Responsable de programme qui travaille sur la capitalisation
HANDICAP INTERNATIONAL	Céline Simon	Référent administratif HI 1697
IECD	Thomas Behaghel	
INITIATIVE DEVELOPPEMENT	Nicolas Moreau	Référent technique CZZ 1799
	Benoit Xavier Loridon	Directeur de ID
	Yannick Nordberg	Directeur financier de ID
INTER AIDE	Brigitte Boos	Coordinatrice des relations avec l'AFD et coordination économique-administrative de ces dossiers en interne
	Julian Galindo	Coordinateur technique multi-pays sécurité alimentaire
	Mathieu Metois	Coordinateur technique multi-pays Accès à l'eau
MDM	Marie Lussier	
SECOURS CATHOLIQUE	Fabienne Bathily	Respons. Dptmt Cofinancement
SIDACTION	Florence Thune	Référent technique
UNMFREO	Valérie Plougastel	
	Benjamin Duriez	
VSF-CICDA	Fred Appolin	Directeur
	Christophe Chauveau	Dr Des programmes
	Barbara Guittard	Responsable capitalisation
	Aline Saxod-Chavand	Finances

ONG Nord non utilisatrices

GRET- Professionnels du développement solidaire	Bénédicte Hermelin	
Samu Social International	Marie Chuberre	

Personnes ressources; consultants

Consultante	Danièle Sexton	
F3E	Marthe Valere Feuvrier	

MAE /AFD

AFD	Caroline Piquet	Chargé de mission DPO
AFD	Hélène Willard	Chargé de mission DPO
AFD	Adrien Absolu	Chargé de mission ; Division Santé
AFD	Jacques Marchand	Chargé de mission; Division Education
AFD	Marie Odile Waty	DPO, directrice
AFD	Veronika Chabrol	AFD-DAT; FISONG
AFD	Catherine Bonnaud	Chef d'agence; AFD Bénin
MAE	Christian Huet	Responsable du pôle financier de la Mission du réseau

MISSIONS DE TERRAIN

BURKINA SÉNÉGAL

Prénom	Nom	Organisation	Fonction
Burkina Faso			
23 personnes impliquées 9 entretiens 9 organisations interviewees 1 focus Group = 8 personnes 1 atelier de restitution = 10 personnes			
Fatou Alfa	Cissé	ECPAT	Resp Progr Af O
Karim	Sankara	ECPAT	Chargé de projet

Hélène	Cheron-Kientega	EDM	Coordinatrice
Marie	Jabaud	EDM	Chargée partenariats
Oumou	Traoré	RODEB	Permanente
Albert	Beremwidougou	RODEB	Président
Kinda	Anatou	RODEB	Vice Présidente
Sylvie	Ouedraogo	RODEB	Chef de File Petite Enfance
Thomas	Loreau	ACF	Coordinateur
Yves	Yembuani Ouoba	Tin Tua	Directeur Exécutif
Pascal	Tiendrebeogo	AAS Sidaction	Coordinateur
Camille	Rajaonarivelo	AAS Sidaction	Resp Médicale
Philippe	Ouedraogo	AAS Sidaction	Vice Président
Patrice	Koblavi	AAS Sidaction	Membre CA
Marceline	Ouedraogo	AAS Sidaction	Resp Psycho-sociale
Justine	Ilboudou	AAS Sidaction	Membre CA
Yssoufou	Nikemia	AAS Sidaction	Resp Conseil
Olga	Zongo	AAS Sidaction	Resp Centre
Isidore	Ouedraogo	Caritas	Vice Président
Simon	Yiméno	Caritas	Secrétaire Général
Paulin	Zobra	Caritas	Resp DIRO
Yongo	Nignan	Eau Vive	Directeur
Franck	Humbert	SCAC	Attaché de Coopération
Sénégal			
14 personnes impliquées 9 entretiens 8 organisations interviewees 1 atelier de restitution = 9 personnes			
Mama	Sow	CNDRE/AO	Président
Rama	Thiam	CNDRE/AO	Permanente
Moussa	Baldé	AVSF	Coordinateur
Anaïs	Lafite	ACF	Représentante AO
Anne	Berton-Raphael	ACF	Conseil Nutrition
Marius	Dia	CNCR	Coordinateur
Joseph	Ndiaye	Eau Vve	Directeur
Mame Tacko	Gaye	Eau Vve	Resp Plaidoyer
Ambroise	Tine	Caritas	Directeur

Marie Paule	Bassène	Caritas	Resp DIRO
Madeleine	Sène Diédhiou	Caritas	RAF
Awa	Dia Ka	ARED	Chargée Programme
Jacques	Batut	SCAC	Attaché de Coopération

COLOMBIE

	Lundi 24	Mardi 25	Mercredi 26	Jeudi 27	Vendredi 28	
8						
9		SCAC - Stéphane FOIN - Attaché de coopération et d'action culturelle Jules Girardet, VI	MFR - Medellin : Marta Celis Hoyos, personne ressource Hernando Ramirez, Président Juan Jairo, Coordinateur			
10				AVSF : Gonzalo Cardona, coordinateur du projet Transfronterizo / Almuerzo - AVSF		
11						
12						
13					Shaquiñan: Fernanda Lopez (técnica ADC-Shaquiñan), Omar Chira, president	
14		BICE Lina Janneth Mendivelso Coordinaatrice du projet "Enfance sans barreaux"				AFD - Stéphane Ledoux, Coordinateur du WUF 7 pour l'AFD, Medellin
15	AFD - Aurelie Charton, Responsable suivi ONG Fabrice Richy, Directeur de l'agence					
16					Visite	
17						
18						
19				AVSF Sylvain Bleuze, Coordinateur		

				National	
20					

COMPARAISON EUROPE

Niclas Lindgren, Executive Direktor, PMU	Sweden
Jonas Tillberg, Programme Manager, RFSU	Sweden
Anonymous, Civil Society Programme, SIDA	Sweden
Rose Longhurst, Funding Advisor, BOND	UK
Susan Pieiri, Sightsavers	UK
James Georgalakis, Institute Development Studies, University of Sussex	UK
Elizabeth Marks, Resource Mobilisation Manager, IPPF	UK
Caroline Halmshaw, Head of Policy and Influencing	UK
Caroline Hoy, Civil Society and M&E Programme, DFID	UK
Jonathan Ellis, Head of Policy, Programmes and Research, British Red Cross	UK

DOCUMENTATION

La documentation ci-après est la documentation « externe » que nous avons consultée. Elle ne contient pas la documentation « interne », c'est-à-dire les propositions de CP (les NIONG), les différents types de rapports et les évaluations des CP.

Études transversales France				
Auteur	Année	Titre	in	Editeur
Marc TOTTE (Inter-Mondes), Jean-Luc EL KAIM, Alain GRANEL et Christian LE TEURNIER (C2G Conseil)	Décembre 2013	Evaluation stratégique de projets ONG dans le domaine de la santé (Mali, Burkina Faso et Cambodge)	Série Ex-Post; n° 52	AFD

Jean-Eudes Beuret, avec la collaboration de Hédia Hadjaj Castro (COTA)	Janvier 2013	Etude sur la facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (FISONG)	Série Ex-Post; n° 48	AFD
Romain André (AFD), Luc Lefèbvre et Joëlline Bénéfice (Société d'études et d'évaluation, SEE)	2013	Les projets transversaux sectoriels : à la rencontre du troisième type	Ex-Post; série notes de synthèse; n° 11	AFD
ACT consultants	Avril 2013	Étude sur les relations AFD/ONG Rapport final		
Diagonal Participative	Mai 2013	Etude sur les pratiques des ONG françaises dans un contexte financier difficile		
SEE	2013	EVALUATION DES ACTIVITÉS DE COORDINATION SUD DANS LE CADRE DE LA CONVENTION AFD/COSUD 2010-2012		
JM Fardeau	2012	Analyse de la relation AFD-ONG en prévision d'une future étude permettant d'accompagner l'Agence dans l'élaboration de son cadre d'intervention transversal avec les ONG		
Adélie Miguel Sierra Pierre Grega Isaline Ameryckx (DRISS)	2012	Cartographie de l'Education au Développement et à la Solidarité Internationale Etude des projets cofinancés entre 2001 et 2011 par le Ministère des Affaires étrangères et l'Agence française de développement		
JM Bonis Charancle; Martin Viélajus; Sylvain Colmet-Daage	2012	Évaluation de l'instrument PCPA		
Vanderstichele, Geert Robert, Aline Brouillet, Pascal Huguenin, Valérie	2011	Evaluation <i>ex post</i> de 15 projets ONG à Madagascar		AFD
Vielajus, Martin	2010	Le défi de la "redevabilité" des agences de développement dans leur pays et face à leurs pairs Etude comparative		AFD
Fandre, Claude; Redon, Jean-Michel	2009	Etude sur le Fonds social de développement		Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, Ministère des affaires étrangères et européennes

Pierre-Michel Rosner	2009	Les collaborations opérationnelles entre l'AFD et les ONG Capitalisation réalisée à partir d'un échantillon de 13 projets	Série Ex-Post; n° 22	AFD
Fusillier, Christian Jacque, Delphine Lavoix, Hélène Nech, Didier	2008	La politique de la France dans les pays en situation de fragilité. Evaluation des interventions de la coopération et des ONG françaises dans des contextes de crise et de fragilité institutionnelle (2000-2007)		Direction générale de la coopération internationale et du développement, Ministère des affaires étrangères
Serge Allou	2008	Etude sur l'élaboration d'un dispositif de financement des ONG au sein de l'AFD		AFD – Direction de la Stratégie, Relations extérieures et communication

Cadre politique France

Auteur	Année	Titre	<i>in</i>	Editeur
	2014	Projet de loi LOP-DSI examiné par l'assemblée nationale le 10 février 2014		
AFD	2013	Cadre d'intervention transversal de l'AFD en faveur des Initiatives des Organisations de la Société Civile – OSC 2013 – 2016		
Pôle Stratégie, Médias et Communication du premier ministre	Juillet 2013	Comité interministériel de la coopération internationale et du développement du 31 juillet 2013 Relevé de décisions		
AFD	2012	Projets à l'initiative des organisations non gouvernementales Le cofinancement des projets et programmes de « TERRAIN » Interventions dans les pays		
MAE	2011	Coopération au développement : une vision française Document cadre		Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats, Ministère des affaires étrangères et européennes

Comparaison "instruments programme" Europe

Auteur	Année	Titre	<i>in</i>	Editeur
Leen Nijs Robrecht Renard	2009	Reforming government funding of development NGOs A comparative analysis of eight European donors		University of Antwerp Institute of Development Policy and Management

Dr Brian Pratt	2009	Civil Society and Development: Challenges from European Governments? A review of official aid policies in Europe and their implications for civil society		INTRAC
Janice Giffen and Ruth Judge	2010	Civil Society Policy and Practice in Donor Agencies		Commissioned by DFID
OCDE	2009	Better Aid Managing Aid Practices of DAC member countries		
Brian Pratt, Jerry Adams and Hannah Warren	2006	Official Agency Funding of NGOs in Seven Countries: Mechanisms, Trends and Implications	Occasional Papers Series No: 46	INTRAC
EuropAid	2011	Engaging Non-State Actors in New Aid Modalities For better development outcomes and governance	Reference Document No 12	
National Audit Office	2006	Working with Non-Governmental and other Civil Society Organisations to promote development (DFID)		
Coffey International Development	2012	Evaluation Manager PPA and GPAF: Evaluation Strategy		
Coffey International Development	2013	PPA Mid-Term Evaluation Report		
Task Team on Civil Society Development Effectiveness and Enabling Environment	2011	CSO Development Effectiveness and Enabling Environment: A Review of the Evidence		SIDA
IDS; IOD-PARC; SIPU International	2014	A multi-year results-oriented evaluation of SIDA's support to civil society actors in developing countries via Swedish CSOs		SIDA

Cadre de l'instrument Convention Programme

Auteur	Année	Titre	in	Editeur
MAE	2000	Vade mecum le cofinancement des programmes - Tome 2		
MAE	2000	Vade mecum le cofinancement des projets des OSI - Tome 1		
AFD	2012	Projets à l'initiative des organisations non gouvernementales Le cofinancement des projets et programmes de « TERRAIN » Interventions dans les pays		

Autres

Auteur	Année	Titre	in	Editeur
--------	-------	-------	----	---------

Tina Wallace, Lisa Bornstein; Jennifer Chapman	2005	The Aid Chain; coercion and commitment in development NGOs	Intermediate Technology Publications
Mason, Paul	2012	Why it's kicking off everywhere; The new global revolutions	Verso
Michaël Edwards	2009	Civil Society; second edition	Polity Press
Walker, J. W. Thompson, A.S. (sous la direction de)	2008	Critical Mass; The Emergence of Global Civil Society	Wilfried Laurier University Press
Shutt, Cathy	2009	Changing the world by changing ourselves : reflections from a bunch of BINGOs	Institute of Development Studies (IDS)
Stachowiak, Sarah		Pathways for change : 6 theories about how policy change happens	ORS Organizational Research Services